

APPENDICES

APPENDIX A. Legislative sessions and documents analysed

All documents analysed are available online: [Parlement de Wallonie](http://www.parlament.wallonie.be)

Table A1. Legislation sessions in Wallonia.

LEGISLATIVE SESSION	DOCUMENTS N°	MAJORITY (with number of seats)	OPPOSITION (with number of seats)	MINISTERS IN CHARGE OF IMMIGRANT INTEGRATION*
WALLONIA (Walloon Parliament = 75 MPs)				
1999-2004	1 to 3 [3 documents]	<i>Socialists</i> (PS-25); <i>Liberals</i> (PRL-FDF-MCC-21); [<2002: MR] <i>Ecologists</i> (Ecolo-14)	<i>Christian Democrats</i> (PSC-14) ; [<2002: cdH] <i>Far-right</i> (FN-1)	<i>Ecologists</i> (Ecolo) 1999–2004: Thierry Detienne
2004-2009	4 to 30 [26 documents]	<i>Socialists</i> (PS-34); <i>Christian Democrats</i> (cdH-14)	<i>Liberals</i> (MR-20); <i>Ecologists</i> (Ecolo-3); <i>Far-right</i> (FN-4)	<i>Socialists</i> (PS) 2004–2007: Christiane Vienne 2007–2008: Paul Magnette 2008–2009: Didier Donfut
2009-2014	31 to 78 [44 documents]	<i>Socialists</i> (PS-29); <i>Christian Democrats</i> (cdH-13) <i>Ecologists</i> (Ecolo-14)	<i>Liberals</i> (MR-19);	<i>Socialists</i> (PS) 2009-2014: Eliane Tillieux
2014-2016 (the official legislative session ends in 2019)	79 to 145 [33 documents]	<i>Socialists</i> (PS-30); <i>Christian Democrats</i> (cdH-13)	<i>Liberals</i> (MR-25); <i>Ecologists</i> (Ecolo-4); <i>Far-left</i> (PTB-Go !-2); <i>Independent</i> (1)	<i>Christian Democrats</i> (cdH) 2014-2017: Maxime Prevot

Table A2. List of the documents analysed (Walloon parliament).

Number	Date	Reference	Title	Pages
1	17 April 2002	351 (2001-2002) – N° 1	Rapport d'évaluation des actions 1998 – Politique d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère en Wallonie	128
2	20 November 2002	C.R.I. N° 6 (2002-2003)	Compte-rendu, séance plénière	35
3	13 May 2004	734 (2003-2004) – N° 1	Politique de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère	104
4	26 November 2004	N° 32 (2004-2005) 1	Question écrite de KAPOMPOLE Joelle à VIENNE Christiane, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances : L'intégration des personnes d'origine étrangère	2
5	20 September 2005	N° 56	Compte-rendu intégral, voir CRAC N° 83 (2004-2005), Commission de l'Action sociale, de la Santé et du Logement	34
6	13 October 2005	N° 19 (2005-2006) 1	Question écrite de AVRIL Patrick à COURARD Philippe, Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique : Droit de vote des étrangers	3
7	1 st December 2005	N° 30 (2005-2006) 1	Question écrite de LUPERTO Jean-Charles à VIENNE Christiane, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances : La politique de l'intégration interculturelle	3
8	12 December 2005	C.R.I.C. N° 45 (2005-2006)	Compte-rendu intégral, voir CRAC N° 56 (2004-2005), Commission de l'Action sociale, de la Santé et du Logement	39
9	10 January 2006	C.R.I.C. N° 57 (2005-2006)	Compte-rendu intégral, voir CRAC N° 73 (2005-2006), Commission des Affaires intérieures et de la Fonction publique	20
10	9 May 2006	C.R.I.C. N° 109 (2005-2006)	Compte-rendu intégral, voir CRAC N° 132 (2005-2006), Commission de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et de la Formation	24
11	17 December 2007	C.R.I.C. N° 37 (2007-2008)	Compte-rendu intégral, voir CRAC N° 53 (2007-2008), Commission de l'Action sociale et de la Santé	15
12	16 May 2008	788 (2007-2008) – N°1	Proposition de résolution en faveur d'une politique migratoire et d'intégration à visage humain en Région wallonne, déposée par Mme M. Dethier-Neumann	7
13	28 May 2008	C.R.I. N° 19 (2007-2008)	Compte-rendu, séance plénière	80
14	9 June 2008	N° 142	Compte-rendu analytique, Commission de l'Action sociale et de la Santé	43
15	19 June 2008	787 (2007-2008) – N° 2 788 (2007-2008) – N° 2	Propositions de résolution destinée à mieux prendre en compte la situation d'urgence des « sans papier » dans les politiques wallonnes, déposée par M. Barvais et Consorts ; en faveur d'une politique migratoire à visage humain en Région wallonne, déposée par Mme M. Dethier-Neumann	4
16	23 June 2008	787 (2007-2008) – N° 3 788 (2007-2008) – N° 3	Propositions de résolution destinée à mieux prendre en compte la situation d'urgence des « sans papier » dans les politiques wallonnes, déposée par M. Barvais et Consorts ; en faveur d'une politique migratoire à visage humain en Région wallonne, déposée par Mme M. Dethier-Neumann ; sous-amendement proposé par Mme Bertouille et Consorts	2

17	23 June 2008	787 (2007-2008) – N° 4 788 (2007-2008) – N° 4	Propositions de résolution destinée à mieux prendre en compte la situation d'urgence des « sans papier) dans les politiques wallonnes, déposée par M. Barvais et Consorts ; en faveur d'une politique migratoire à visage humain en Région wallonne, déposée par Mme M. Dethier-Neumann ; sous-amendement proposé par Mme Bertouille et Consorts	2
18	23 June 2008	787 (2007-2008) – N° 5 788 (2007-2008) – N° 5	Propositions de résolution destinée à mieux prendre en compte la situation d'urgence des « sans papier) dans les politiques wallonnes, déposée par M. Barvais et Consorts ; en faveur d'une politique migratoire à visage humain en Région wallonne, déposée par Mme M. Dethier-Neumann ; sous-amendement proposé par Mme Bertouille et Consorts	2
19	23 June 2008	787 (2007-2008) – N° 6 788 (2007-2008) – N° 6	Propositions de résolution destinée à mieux prendre en compte la situation d'urgence des « sans papier) dans les politiques wallonnes, déposée par M. Barvais et Consorts ; en faveur d'une politique migratoire à visage humain en Région wallonne, déposée par Mme M. Dethier-Neumann ; sous-amendement proposé par Mme Bertouille et Consorts	2
20	23 June 2008	787 (2007-2008) – N° 7 788 (2007-2008) – N° 7	Propositions de résolution destinée à mieux prendre en compte la situation d'urgence des « sans papier) dans les politiques wallonnes, déposée par M. Barvais et Consorts ; en faveur d'une politique migratoire à visage humain en Région wallonne, déposée par Mme M. Dethier-Neumann ; Rapport présenté au nom de la Commission de l'Action sociale et de la Santé	6
21	23 June 2008	N° 155	Compte-rendu analytique, Commission de l'Action sociale et de la Santé	26
22	9 July 2008	787 (2007-2008) – N° 8 788 (2007-2008) – N° 8	Propositions de résolution destinée à mieux prendre en compte la situation d'urgence des « sans papier) dans les politiques wallonnes, déposée par M. Barvais et Consorts ; en faveur d'une politique migratoire à visage humain en Région wallonne, déposée par Mme M. Dethier-Neumann ; Amendements proposés après approbation du rapport par Mme Bertouille et Consorts	2
23	9 July 2008	C.R.I. N° 22 (2007-2008)	Compte-rendu, séance plénière	92
24	15 July 2008	C.R.I. N° 23 (2007-2008)	Compte-rendu, séance plénière	82
25	2 March 2009	C.R.I.C. N° 73 (2008-2009)	Compte-rendu intégral, Commission de l'Action sociale et de la Santé	38
26	20 March 2009	975 (2008-2009) – N° 1	Projet de décret modifiant le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère	40
27	30 March 2009	975 (2008-2009) – N° 2	Projet de décret modifiant le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, Rapport présenté au nom de la Commission de l'Action sociale et de la Santé	7
28	30 March 2009	C.R.I.C. N° 90 (2008-2009)	Compte-rendu intégral, Commission de l'Action sociale et de la Santé	68

30	29 April 2009	C.R.I. N° 15 (2008-2009)	Compte-rendu, séance plénière	204
31	4 September 2009	N° 6 (se2009) 1	Question écrite de CRUCKE Jean-Luc à TILLIEUX Eliane, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances : L'intégration des primo-arrivants	3
32	31 March 2010	N° 312 (2009- 2010) 1	Question écrite de BOLLAND Marc à NOLLET Jean-Marc, Ministre du Développement durable et de la Fonction publique : L'intégration dans les logements sociaux suite au problème de la connaissance du français	2
33	27 June 2011	405 (2010-2011) – N° 1	Proposition de décret instituant un parcours d'intégration déposée par M. Borsus, Mme Bertouille, MM. Dodrimont, Jamar et Mme Pary- Mille	7
34	29 June 2011	C.R.I. N° 18 (2010-2011)	Compte-rendu, séance plénière	55
35	27 Decemnber 2011	N° 195 (2011- 2012) 1	Question écrite de MILLER Richard à ANTOINE André, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports : Le recrutement des travailleurs étrangers	2
36	10 January 2012	524 (2011-2012) – N° 1	Accueil des primo-arrivants (audition) ; Rapport présenté au nom de la Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances par M. Dodrimont	14
37	10 January 2012	C.R.I.C. N° 64 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, Commission de l'Action sociale et de la Santé	45
38	18 January 2012	N° 223 (2011- 2012) 1	Question écrite de STOFFELS Edmund à ANTOINE André, Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports : L'accueil à bras ouverts des étrangers	1
39	28 February 2012	405 (2010-2011) – N° 1	Proposition de décret instituant un parcours d'intégration déposée par M. Borsus, Mme Bertouille, MM. Dodrimont, Jamar et Mme Pary- Mille ; Rapport présenté au nom de la Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances par Mme Reuter	10
40	28 February 2012	C.R.I.C. N° 93 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, Commission de l'Action sociale et de la Santé	42
41	12 March 2012	C.R.I.C. N° 95 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, Commission du budget, des finances, de l'emploi, de la formation et des sports	38
42	13 March 2012	C.R.I.C. N° 101 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, Commission des affaires intérieures et du tourisme	17
43	14 March 2012	C.R.I. N° 13 (2011-2012)	Compte-rendu, séance plénière	34
44	22 May 2012	C.R.I.C. N° 137 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, Commission des affaires intérieures et du tourisme	56
45	23 May 2012	N° 303 (2011- 2012) 1	Question écrite de KILIC Serdar à FURLAN Paul, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville : Le vote des étrangers aux élections communales	2
46	6 June 2012	C.R.I. N° 18 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, séance plénière	83
47	8 June 2012	620 (2011-2012) – N° 1	Proposition de décret instituant un parcours d'accueil et d'intégration civique	6
48	19 June 2012	C.R.I.C. N° 154 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances	52
49	20 June 2012	C.R.I. N° 19 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, séance plénière	96

50	3 July 2012	62° (2011-2012) – N° 2	Proposition de décret instituant un parcours d'accueil et d'intégration civique déposée par M. Borsus, Mmes Reuter, Bertouille et M. Dodrimont ; Rapport présenté au nom de la Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances par Mme Pécriaux	10
51	3 July 2012	C.R.I.C. N° 162 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances	44
52	9 July 2012	N° 166 (2011-2012)	Question écrite de KILIC Serdar à TILLIEUX Eliane, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances : Les conséquences du futur parcours d'intégration	2
53	18 July 2012	C.R.I. N° 21 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, séance plénière	97
54	19 September 2012	C.R.I. N° 1 (2012-2013)	Compte-rendu intégral, séance plénière	37
55	20 November 2012	697 (2012-2913) – N° 1	Proposition de résolution sur l'importance d'un parcours d'intégration obligatoire, global et cohérent déposée par MM. Borsus, Dodrimont, Mmes Reuter et Bertouille	4
56	21 November 2012	C.R.I. N° 5 (2012-2013)	Compte-rendu intégral, séance plénière	84
57	18 December 2012	697 (2012-2913) – N° 2	Proposition de résolution sur l'importance d'un parcours d'intégration obligatoire, global et cohérent déposée par MM. Borsus, Dodrimont, Mmes Reuter et Bertouille ; Rapport présenté au nom de la Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances par M. Daele	11
58	18 December 2012	C.R.I.C. N° 162 (2011-2012)	Compte-rendu intégral, Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances	41
59	16 January 2013	697 (2012-2913) – N° 3	Proposition de résolution sur l'importance d'un parcours d'intégration obligatoire, global et cohérent déposée par MM. Borsus, Dodrimont, Mmes Reuter et Bertouille ; amendement proposé après approbation du rapport par MM. Borsus et Dodrimont	2
60	16 January 2013	C.R.I. N° 8 (2012-2013)	Compte-rendu intégral, séance plénière	69
61	12 March 2013	767 (2012-2013) – N° 1	Proposition de résolution exprimant un principe favorable à l'extension du droit de vote des Belges résidant à l'étranger aux élections régionales et communautaires déposée par MM. Jamar, Borsus et Mme Cornet	3
63	29 April 2013	767 (2012-2013) – N° 1	Proposition de résolution exprimant un principe favorable à l'extension du droit de vote des Belges résidant à l'étranger aux élections régionales et communautaires déposée par MM. Jamar, Borsus et Mme Cornet ; Rapport présenté au nom de la Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales	7
64	29 April 2013	C.R.I.C. N° 114 (2012-2013)	Compte-rendu intégral, Commission des affaires générales, de la simplification administrative, des fonds européens et des relations internationales	37
65	15 May 2013	C.R.I. N° 15 (2012-2013)	Compte-rendu intégral, séance plénière	79
66	11 June 2013	C.R.I.C. N° 145 (2012-2013)	Compte-rendu intégral, Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances	38

67	29 October 2013	N° 40 (2013-2014)	Question écrite de PREVOT Maxime à TILLIEUX, Eliane, Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances : L'état d'avancement du projet de décret relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère	3
68	27 February 2014	992 (2012-2014) – N° 1	Projet de décret remplaçant le livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère	120
69	11 March 2014	992 (2012-2014) – N° 1bis	Projet de décret remplaçant le livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère ; Corrigendum	10
70	11 March 2014	992 (2012-2014) – N° 2	Projet de décret remplaçant le livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère ; amendements proposés par Mmes Reuters et Bertouille	4
71	11 March 2014	992 (2012-2014) – N° 3	Projet de décret remplaçant le livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère ; amendements proposés par Mme Simonis, MM. Tanzilli, Daele et Mme Reuter	4
72	11 March 2014	992 (2012-2014) – N° 4	Projet de décret remplaçant le livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère ; amendement proposé par MM. Tanzilli, Daele, Mmes Reuter et Simonis	2
73	11 March 2014	992 (2012-2014) – N° 5	Projet de décret remplaçant le livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère ; Rapport présenté au nom de la Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances par Mme Gahouchi	30
74	11 March 2014	C.R.I.C. N° 107 (2013-2014)	Compte-rendu intégral, Commission de la santé, de l'action sociale et de l'égalité des chances	74
76	26 March 2014	992 (2012-2014) – N° 5	Projet de décret remplaçant le livre II du Code wallon de l'action sociale et de la santé relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère ; Texte adopté en séance plénière	11
78	26 March 2014	C.R.I. N° 14BIS (2013-2014)	Compte-rendu intégral, séance plénière	141
79	20 April 2015	N° 458 (2014-2015)	Question écrite de STOFFELS Edmund à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : La politique d'intégration	2
80	15 October 2014	N° 40 (2014-2015) 1	Question écrite de DAELE Matthieu à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : L'intégration des personnes étrangères	2
81	20 January 2015	C.R.I.C. N° 72 (2014-2015)	Compte-rendu intégral, Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	45
82	3 March 2015	N° 334 (2014-2015) 1	Question écrite de LAMBELIN Anne à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : L'intégration des réfugiés	2
83	30 March 2015	N° 428 (2014-2015) 1	Question écrite de JEHOLET Pierre-Yves à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine :	2

			La programmation 2007-2013 du Fonds européens d'intégration (FEI)	
84	14 April 2015	N° 452 (2014-2015)	Question écrite de STOFFELS Edmund à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : Les communes réticentes à imposer le dispositif relatif au parcours d'intégration	2
85	22 April 2015	C.R.I. N° 15 (2014-2015)	Compte-rendu intégral, séance plénière	52
86	5 May 2015	C.R.I.C. N° 131 (2014-2015)	Compte-rendu intégral, Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	72
87	2 June 2015	C.R.I.C. N° 152 (2014-2015)	Compte-rendu intégral, Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	76
88	13 July 2015	C.R.I.C. N° 180 (2014-2015)	Compte-rendu intégral, Commission des affaires générales et des relations internationales	41
89	15 July 2015	C.R.I.C. N° 184 (2014-2015)	Compte-rendu intégral, Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	78
90	15 July 2015	C.R.I.C. N° 187 (2014-2015)	Compte-rendu intégral, Commission de l'emploi et de la formation	48
91	3 September 2015	N° 783 (2014-2015) 1	Question écrite de CRUCKE Jean-Luc à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : La politique d'intégration des réfugiés	3
92	29 September 2015	C.R.I.C. N° 5 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	81
93	8 October 2015	N° 49 (2015-2016) 1	Question écrite de CRUCKE Jean-Luc à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : L'intégration des réfugiés	3
94	27 October 2015	C.R.I.C. N° 30 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	97
96	3 November 2015	N° 163 (2015-2016) 1	Question écrite de STOFFELS Edmund à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : Le parcours d'intégration	2
97	24 November 2015	N° 240 (2015-2016) 1	Question écrite de STOFFELS Edmund à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : L'objectif parcours d'intégration	2
98	7 December 2015	N° 86 (2015-2016) 1	Question écrite de TROTTA Graziana à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation : L'intégration des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail	3
99	12 October 2015	N° 26 (2015-2016) 1	Question écrite de DE BUE Valérie à TILLIEUX Eliane, Ministre de l'Emploi et de la Formation : L'accueil et l'intégration des migrants	2
100	12 January 2016	C.R.I.C. N° 76 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	71
101	12 January 2016	C.R.I.C. N° 79 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, Commission de l'emploi et de la formation	30
102	22 January 2012	N° 465 (2015-2016) 1	Question écrite de DE BUE Valérie à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : Le cours d'égalité homme-femme dans le parcours d'intégration wallon	2
103	26 January 2016	C.R.I.C. N° 89 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, Commission des travaux publics, de l'action sociale et de la santé	80
104	27 January 2016	C.R.I. N° 10 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, séance plénière	57

105	27 January 2016	N° 495 (2015-2016) 1	Question écrite de IMANE Hicham à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : L'avenir du parcours d'intégration en Wallonie	2
106	16 February 2016	N° 557 (2015-2016) 1	Question écrite de STOFFELS Edmund à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : Le parcours d'intégration	3
107	16 March 2016	N° 737 (2015-2016) 1	Question écrite de NICAISE Marie-Françoise à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : Le parcours d'intégration et la mise à l'emploi des primo-arrivants	2
108	13 April 2016	C.R.I. N° 15 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, séance plénière	99
109	25 April 2016	N° 933 (2015-2016) 1	Question écrite de NICAISE Marie-Françoise à PREVOT Maxime, Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine : Les appels à projets relatifs au parcours d'intégration obligatoire	3
110	26 April 2016	C.R.I.C. N° 152 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, Commission de l'emploi et de la formation	50
143	27 April 2016	C.R.I. N° 16 (2015-2016)	Compte-rendu intégral, séance plénière	147
145	27 April 2016	417 (2015-2016) – N° 4	Projet de décret modifiant le Livre II du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère ; Texte adopté en séance plénière	4

APPENDIX B. Original quotations (Walloon Parliament)

7:1

In Document: [7 20051201_Q30.pdf](#)

Coding: ● Jean-Charles Luperto (PS); ● PS politicization

Content:

Un des objectifs principaux poursuivis par la Région wallonne est d'ouvrir aux personnes étrangères ou d'origine étrangère la possibilité d'être actives de leur propre intégration. Depuis 1996, la Région wallonne s'est dotée d'un instrument politique et institutionnel important avec le vote du décret relatif à l'intégration des personnes immigrées en Wallonie. Ce décret fut l'aboutissement de plusieurs années de réflexion. La politique d'intégration en Wallonie repose sur ce décret du 4 juillet 1996. Cette politique doit pouvoir évoluer en fonction de l'actualité et promouvoir l'égalité des chances quel que soit le public concerné dans le but d'installer la meilleure cohabitation possible entre les autochtones et les personnes accueillies sur le territoire.

7:5

In Document: [7 20051201_Q30.pdf](#)

Coding: ● Christiane Vienne (PS)*; ● PS politicization

Content:

Comme l'honorable Membre, je me réjouis de pouvoir appuyer ma politique en matière d'intégration interculturelle sur un texte tel que celui du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, qui a, à l'époque, remporté l'unanimité des partis démocratiques siégeant au Parlement wallon

8:6

In Document: [8 20051212_cric45.pdf](#)

Coding: ● Christiane Vienne (PS)*; ● PS politicization

Content:

Dans ce contexte, j'envisage d'actualiser le décret du 4 juillet relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, et à cette occasion de redéfinir les missions et les moyens des Centres régionaux d'intégration et d'installer l'instance consultative à laquelle le décret attribuait déjà avant lui la plupart des missions dévolues au Carrefour interculturel.

10:3

In Document: [10 20060509_cric109.pdf](#)

Coding: ● Jean-Charles Luperto (PS); ● PS politicization

Content:

La présence en Wallonie de personnes d'origine étrangère est, on le sait, un élément qui renforce la société de part la diversité qu'elle apporte et les expertises et expériences des personnes concernées.

11:1

In Document: [11 20071217_cric37.pdf](#)

Coding: ● Patrick Avril (PS); ● PS politicization

Content:

Les défis migratoires du 21e siècle obligent nos sociétés occidentales à s'adapter à des déplacements de populations et des mouvements de migrations de plus en plus complexes. Des millions de personnes, non pas par choix, mais parce que c'est l'unique manière de survivre, sont à la recherche d'un avenir meilleur au-delà des frontières de leur pays, souvent au péril de leur vie

11:6

In Document: [11 20071217_cric37.pdf](#)

Coding: ● Patrick Avril (PS); ● PS politicization

Content:

la Wallonie, une Région de tout temps ouverte sur le monde et qui doit faire de ces Communautés, c'est mon opinion, des tremplins pour renforcer ces liens avec leurs pays et leurs régions d'origine.

11:7

In Document: 11 20071217_cric37.pdf

Coding: ● Paul Magnette (PS)*; ● PS politicization

Content:

Pour mémoire, je rappellerai d'abord, parce que c'est historique, que de tout temps, la Région wallonne a été une terre de passage principalement entre le nord et le sud de l'Europe.

Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler que les vagues d'immigration successives ont largement contribué au développement et à la prospérité de notre région, qui s'est ainsi forgée une réputation d'accueil, riche de ses différences.

Ainsi et dans ce contexte, la Région wallonne s'est dotée, il y a un peu plus de 10 ans d'un décret relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, voté le 4 juillet 1996 à l'unanimité des partis démocratiques siégeant au Parlement wallon.

12:1

In Document: 12 20080516_788_1.pdf

Coding: ○ MLG; ● Monika Dethier-Neumann (Ecolo)

Content:

La présente proposition de résolution vise à ce que le Parlement wallon demande instamment au Gouvernement fédéral de prendre dans les plus brefs délais des mesures structurelles de nature à rendre à la politique migratoire de la Belgique un visage humain et respectueux de l'individu. Elle vise aussi à demander au Gouvernement wallon de prendre toutes les mesures relevant de ses compétences propres et de nature à faciliter l'intégration des personnes d'origine étrangère sur le territoire régional.

14:1

In Document: 14 20080609_crac142.pdf

Coding: ● Marc Barvais (PS); ○ MLG

Content:

Présente proposition de résolution pour objectif de demander au Gouvernement fédéral de prendre dans les plus brefs délais des mesures structurelles de nature à mettre en oeuvre une politique migratoire respectueuse des droits humains.

Elle vise également à et à le demander au Gouvernement wallon de prendre toutes les mesures relevant de territoire ré ses compétences propres de nature faciliter l'intégration des personnes d'origine étrangère sur gional

15:1

In Document: 15 20080619_787_2_788_2.pdf

Coding: ● Marc Barvais (PS); ○ MLG; ● Monika Dethier-Neumann (Ecolo)

Content:

La présente proposition de résolution vise à ce que le parlement wallon demande au Gouvernement fédéral de prendre dans les plus brefs délais des mesures structurelles de nature à mettre en oeuvre une politique migratoire respectueuse des droits humains. Elle vise aussi à demander au Gouvernement wallon de prendre toutes les mesures relevant de ses compétences propres et de nature à faciliter l'intégration des personnes d'origine étrangère sur le territoire régional.

15:2

In Document: 15 20080619_787_2_788_2.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Marc Barvais (PS); ● Monika Dethier-Neumann (Ecolo)

Content:

La Wallonie, Région carrefour en Europe, entend prendre pleinement conscience du potentiel que revêt la présence de communautés d'origine étrangère sur son territoire. Ceci, qu'elles soient originaires d'un État membre ou non.

La Wallonie veut également inscrire sa réflexion dans le cadre de l'année européenne du dialogue inter-culturel en Europe en 2008. Chaque niveau de pouvoir se doit de participer à l'implication des personnes d'origine étrangère présentes sur leur territoire.

23:6

In Document: 23 20080709_cri22.pdf

Coding: ○ MLG; ● Monique Willocq (cdH)

Content:

La problématique étant de compétence fédérale, il convient principalement d'envisager la nouvelle résolution comme un encouragement à la recherche de solutions par le Fédéral et ce, dans les meilleurs délais. Le Gouvernement wallon devra, quant à lui, gérer du mieux possible les implications pratiques de la politique migratoire sur son territoire.

☰ 23:7

In Document: 📄 23 20080709_cri22.pdf

Coding: ● Chantal Bertouille (MR); ○ MLG

Content:

la problématique des illégaux, des sans-papiers, est un vaste problème et personne ne peut rester insensible et indifférent. Les deux résolutions et l'amendement qui nous sont proposés aujourd'hui à l'examen sont intéressants, mais la Région wallonne ne dispose que d'une marge réduite. dans la mesure où l'intitulé de la résolution vise expressément à mieux prendre en compte la situation d'urgence des sans-papiers dans les politiques wallonnes, il est étonnant de voir développer dans cette résolution de nombreuses demandes de nature purement fédérale. Au-delà des remarques plus particulières et des sous-amendements que nous avons déposés, que je développerai dans un instant, j'estime qu'il serait plus efficace que les différentes demandes qui font parties de la résolution soient relayées par les cosignataires et notamment par Mme Willocq qui vient d'intervenir à la tribune, auprès de leurs collègues, au niveau Fédéral.

☰ 23:8

In Document: 📄 23 20080709_cri22.pdf

Coding: ● Chantal Bertouille (MR); ● MR politicization

Content:

Gouvernement ait un rôle moteur pour ce qui est de l'introduction d'une émigration économique dans les métiers en pénurie. L'absence de candidats pour ces nombreux emplois restant désespérément vacants a évidemment une influence néfaste pour le redéploiement de notre Région.

☰ 23:10

In Document: 📄 23 20080709_cri22.pdf

Coding: ● Charles Pire (FN); ● FN politicization

Content:

Pourquoi, chers Collègues, se lancer dans une politique d'immigration économique alors que la récession est à notre porte et qu'elle frappe déjà et sévèrement nos voisins ? Nous allons à contre sens.

☰ 23:11

In Document: 📄 23 20080709_cri22.pdf

Coding: ● Charles Pire (FN); ● FN politicization

Content:

On peut lire également dans la proposition et son développement, le mot «intégration». Je ne doute pas que ceux qui ont écrit ce mot l'ai couché sur le papier en toute bonne foi. Pour beaucoup de responsables politiques francophones de Belgique, intégrer est synonyme de parachutage. Celui qui entre dans notre société est admis au bénéfice de la sécurité sociale, reçoit un permis de travail et le droit de vote à certaines élections. dans ces conditions, les plus doués, mais aussi les plus malins se débrouillent, les autres, malheureusement, végètent. Ce n'est pas le cas dans d'autres pays où les Gouvernements développent des programmes exigeants d'intégration.

☰ 23:12

In Document: 📄 23 20080709_cri22.pdf

Coding: ● Charles Pire (FN); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Vous n'ignorez pas, chers Collègues, que dans les pays nordiques, l'impétrant est tenu de suivre un parcours d'intégration sévère en commençant par l'apprentissage de la langue du pays. En Suède, par exemple, il s'agit de suivre deux années de cours de langue intensif. dans ces pays, toujours de manière soutenue et contrôlée, on enseigne les lois, les mœurs, les coutumes, l'histoire et la géographie du pays d'accueil. Au Royaume-uni, pays d'immigration aisée, les autorités estiment qu'elles doivent

réagir notamment en exigeant dorénavant la connaissance préalable de la langue anglaise. En Flandre, chers Collègues, les partis traditionnels autoproclamés démocratiques ont voté le décret Byttebier qui impose aux nouveaux arrivants un parcours d'intégration avec évidemment une importante partie d'apprentissage linguistique.

23:14

In Document: 23 20080709_cri22.pdf

Coding: • Charles Pire (FN); • FN politicization

Content:

dans ce dénuement politique, il ne reste plus qu'à camoufler la réalité pour ce faire et pour cacher de graves problèmes de coexistence, on magnifie une nouvelle société multiculturelle. En vérité, cette société n'est bien souvent, et tout particulièrement à Bruxelles, qu'un système de développement communautaire séparé.

23:15

In Document: 23 20080709_cri22.pdf

Coding: • Charles Pire (FN); • FN politicization

Content:

Nous dénonçons cette politique pour son laxisme, parce qu'elle est dirigée à l'inverse des politiques migratoires intelligentes. Parce qu'elle prévoit un volet économique complètement insensé au moment où la récession frappe durement l'Europe et où il apparaît que notre pays qui, en Wallonie et à Bruxelles souffre d'un chômage impressionnant, ne sera pas épargné.

Et nous dénonçons cette politique parce qu'elle n'invente pas le Gouvernement wallon à s'engager dans l'organisation d'un parcours d'intégration exigeant, une des voies les plus sûres, d'intégration sociale.

23:17

In Document: 23 20080709_cri22.pdf

Coding: • Bernard Wesphael (Ecolo/indépendant); • Europeanization/Policy Learning

Content:

tout le monde n'y a pas adhéré, chacun ses choix et je pense que c'est un débat éminemment démocratique, mais nous sommes, bel et bien dans un pays, aujourd'hui, qui est montré du doigt, non seulement pour des attitudes très discriminatoires du côté allemand à l'égard d'un certain nombre de populations à la fois autochtones, mais aussi d'origine étrangère.

24:2

In Document: 24 20080715_cri23.pdf

Coding: • Laurette Onkelinx (PS); • MLG

Content:

le budget qu'il alloue via les entités fédérées à la Région en ce qui concerne les FIPI qui sont les Fonds d'impulsion à la politique des immigrés. Cette décision, évidemment, entraîne une diminution importante du budget considéré qui passe de 7,5 à 3,75 millions d'euros.

24:3

In Document: 24 20080715_cri23.pdf

Coding: • Didier Donfut (PS)*; • PS politicization

Content:

Ceci étant, par rapport à la politique d'intégration des populations immigrées, je crois que la Belgique a déjà démontré beaucoup de très bons résultats en la matière. Et sans doute, les moyens qu'on a pu mettre en œuvre dans ces politiques, que ce soit par le pouvoir fédéral, la Région ou la Communauté, sont sans aucun doute des éléments qui expliquent le succès de cette politique. Dans une Europe qui se développe et qui devient de plus en plus multiculturelle, il est clair qu'il ne faut pas freiner et réduire ces efforts d'intégration.

24:4

In Document: 24 20080715_cri23.pdf

Coding: • Laurette Onkelinx (PS); • MLG

Content:

Monsieur le Président, effectivement, j'ai été interpellé par des acteurs de terrain qui ne savent pas très bien quel est le pouvoir politique qui est absolument responsable de cette politique. On me dit: «Est-ce le Ministre des Affaires sociales de la Région wallonne? Est-ce le pouvoir fédéral?». Personne ne sait très bien à quel Saint se vouer, car ils reçoivent de temps en temps du courrier signé d'un Ministre, quelquefois d'un autre Ministre. Ils n'ont pas de contact direct. Je crois qu'il serait utile, à un moment donné que la Région, au travers de son Ministre, puisse adresser un courrier aux opérateurs pour les informer de l'identité du Ministre responsable, soit du maintien de cette politique en faveur des immigrés, soit la suppression de cette politique.

24:6

In Document: 24 20080715_cri23.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ○ MLG

Content:

Tout cela est assez regrettable, le pouvoir fédéral ne doit pas oublier sa part importante dans la politique d'intégration des personnes étrangères.

25:1

In Document: 25 20090302_cric73.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Monika Dethier-Neumann (Ecolo)

Content:

Monsieur le Ministre, chacun sait que vous travaillez à une réforme du décret relatif à l'intégration des personnes d'origine étrangère. Il me paraît en effet urgent d'adapter le texte existant au regard de l'évolution de la diversité culturelle en Wallonie et aux réalités actuelles des migrants.

25:3

In Document: 25 20090302_cric73.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

Ce texte, considéré comme novateur à l'époque et approuvé à l'unanimité des partis démocratiques représentés au Parlement wallon, était le fruit d'une réflexion bien antérieure à la régionalisation de l'exercice de cette matière. Elle s'était par ailleurs appuyée sur des projets pilotes développés par des villes, communes, mais aussi par le secteur associatif.

25:4

In Document: 25 20090302_cric73.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

Toutefois, vous en conviendrez avec moi, depuis le début des années 90, le paysage de ce secteur a fortement évolué, le public cible est différent et les besoins émergents ne sont plus les mêmes. Ainsi, l'ouverture des frontières européennes et la politique d'asile ont largement contribué à cette évolution et il convient, comme vous le soulignez, d'adapter le texte de référence à ces nouvelles réalités.

27:1

In Document: 27 20090330_975_2.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

M. le Ministre dit que l'immigration est un élément majeur de développement. Par rapport à la dimension économique, l'immigration est un élément qui construit la société, qui construit le développement de l'économie. Le 4 juillet 1996, on votait, à l'unanimité au Parlement wallon, un projet de décret relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère. Ce décret était le premier en la matière en Belgique et on y apparaissait comme des pionniers en matière de politique d'intégration structurée et décrétable. Depuis 1996, l'intégration a évolué: les besoins, les problèmes ont changé. On a connu, pendant ces douze années, une évolution très importante de l'Union européenne, ce qui a quand même changé la donne par rapport aux personnes étrangères ou d'origine étrangère. Aujourd'hui, il faut encore faire face à l'arrivée de pas mal de primo-arrivants au niveau de la Région.

27:3

In Document: 27 20090330_975_2.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

En Région wallonne et en Belgique, il faut gérer la post-migration, pour des migrations antérieures, mais aussi des migrations actuelles parce que, même si depuis 1974, on a formellement un arrêt officiel de l'immigration en Belgique, on est face à des phénomènes de société tels que le regroupement familial, des demandeurs d'asile, des étudiants étrangers, des réfugiés reconnus, des personnes régularisées, voire des personnes en situation irrégulière qui, quelque part, s'intègrent chemin faisant dans les structures du pays. Cette migration débouchera sur une volonté de faire souche en Wallonie. C'est vraiment, pour beaucoup de familles, une volonté de s'implanter dans le pays

☰ 27:5

In Document: 📄 27 20090330_975_2.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

Cette évolution du monde – cette globalisation, cette Europe qui s'élargit, ces pays du Sud, bref: tout ce qui touche à la migration – fait que l'on se dirige de plus en plus vers une société multiculturelle. On va vers une approche multiculturelle qu'il faut essayer de développer. Par rapport à beaucoup de problèmes de rejets, d'antagonismes, il est clair que si on réussit une intégration à caractère multiculturel, c'est aussi une éducation sociétale qui va dans les deux sens, tant pour le pays accueillant, que pour les personnes qui viennent et qui doivent aussi accepter les réalités du pays par rapport aux cultures, aux us et coutumes et modes de vie

☰ 27:6

In Document: 📄 27 20090330_975_2.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

l'axe souhaité par l'Europe de co-développement qui est une notion éminemment intéressante par rapport à l'origine des personnes, le lieu de départ, les familles qui restent là-bas et de pouvoir créer un co-développement, un axe fort entre ce qui se passe ici et ailleurs

☰ 27:10

In Document: 📄 27 20090330_975_2.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ○ MLG

Content:

il est clair que dans l'absolu, pour une matière telle que celle-là, un accord de coopération pourrait être conclu avec la Communauté française dans un premier temps, puisque, encore une fois, cette matière est éminemment transversale, non seulement au sein des compétences de la Région mais avec la Communauté française et avec le Fédéral. Il y a un vrai débat politique au niveau belge. À travers le projet de décret, il tente de faire interagir tout le monde et que chacun vienne avec sa part de responsabilité et d'engagement qu'il faut essayer de dégager. C'est un vrai débat Nord-Sud, en Belgique. Le Conseil d'État a un peu titillé le projet de texte initial. Il a fallu être raisonnable et faire une présentation qui correspond plus à notre champ de compétences. Mais voilà, on essaie toujours de bien démontrer que pour une bonne intégration, il faut effectivement avoir une approche la plus large possible en essayant d'intégrer les différents niveaux de pouvoir.

☰ 28:1

In Document: 📄 28 20090330_cric90.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

La construction sociétale qui est la nôtre en Région wallonne. Nous avons toujours eu, au niveau du Parlement, un souci majeur en ce qui concerne la bonne intégration. Je dirais même que la Wallonie est une terre d'accueil. À travers le XXème siècle, on a pu réaliser pas mal d'intégration réussies, en matière d'immigration des personnes qui nous ont rejoint pour diverses raisons, économiques ou autres.

☰ 28:5

In Document: 📄 28 20090330_cric90.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ○ MLG

Content:

travers le projet de décret, de mouiller au maximum le Fédéral, en démontrant que tout cela devait être fait de manière transversale: faire interagir tout le monde et que chacun vienne avec sa part de responsabilité et d'engagement. C'est un vrai débat Nord-Sud, en Belgique, ne revenons pas là-dessus. Le Conseil d'État a un peu titillé le projet de texte initial. Nous avons donc dû être raisonnable et faire une présentation qui correspond plus à notre champ de compétences. Mais voilà, on essaie toujours de bien démontrer que pour une bonne intégration, il faut avoir une approche la plus large possible en essayant d'intégrer les différents niveaux de pouvoir.

28:7

In Document:  28 20090330_cric90.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

Je dirais d'entrée de jeu que pour moi, l'immigration est un élément majeur de développement. Par rapport à la dimension économique, l'immigration est un élément qui construit la société, le développement et notre économie. Souvenez-vous, le 4 juillet 1996 : nous votions à l'unanimité au Parlement wallon, un projet de décret relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère. Ce décret était le premier en la matière en Belgique et nous y apparaissions comme des pionniers en matière de politique d'intégration structurée et décrétable.

28:9

In Document:  28 20090330_cric90.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ○ MLG

Content:

Volonté d'avoir des politiques transversales à travers l'ensemble des compétences de la Région et de la Communauté, l'émergence et le développement des missions des centres régionaux d'intégration qui font un travail éminemment intéressant de consolidation de cette intégration culturelle et au-delà de cela, il y a toujours l'Europe qui vient avec des recommandations et des directives européennes qu'il faut pouvoir prendre en compte.

30:1

In Document:  30 20090429_cri15.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Monika Dethier-Neumann (Ecolo)

Content:

Je ne suis pas en train de dire que vous devez chercher à faire plaisir à tout le monde, loin de là, mais je suis persuadée que c'est seulement après avoir entendu tous les acteurs d'un secteur que la politique peut faire les choix les plus éclairés et donc les plus efficaces, les plus susceptibles d'être intégrés par les acteurs de terrain et donc les plus porteurs à long terme pour les bénéficiaires. Parlons-en, tiens, des bénéficiaires : on a le plus souvent l'impression que vous les ignorez! C'est la philosophie du « faire pour » au lieu de celle du « faire avec ». L'exemple le plus clair étant le texte relatif à l'intégration des personnes d'origine étrangère.

Alors que vous disposez, par l'étude interuniversitaire, réalisée d'un état des lieux précis, mais aussi de pistes permettant en ce qui concerne la Wallonie de développer une politique globale et cohérente en la matière, vous vous contentez d'ajuster formellement les choses.

30:2

In Document:  30 20090429_cri15.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Monika Dethier-Neumann (Ecolo)

Content:

Bref, aucun souffle dans ce texte et surtout aucune réelle ambition. Pourtant, la situation des migrations est en constante évolution, et il est urgent que notre Région, avec l'appui de la Communauté française et des communes, s'organise en ce qui concerne la Wallonie pour accueillir dès le premier jour les primo-arrivants, pour construire un réel travail d'interculturalité et pour développer une culture de reconnaissance des minorités.

30:3

In Document:  30 20090429_cri15.pdf

Coding: ● Florine Pary-Mille (MR); ○ MLG

Content:

À la suite de cette présentation, Mme Pary-Mille rappela l'avis du Conseil d'état qui mettait en garde contre les empiètements de compétences de la Région sur le Fédéral. Elle a attiré l'attention sur le risque de confusion entre les matières régionales proprement dites et celles dont l'exercice a été transféré de la Commu- nauté à la Région.

30:4

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: • Charles Pire (FN); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Le temps nous étant compté, je ne m'attarderai pas à décrire et critiquer la politique fédé- rale d'immigration. J'indiquerai cependant que l'union européenne a proposé des standards en la matière. En découvrant ceux-ci, on a pu constater, une nouvelle fois, que notre politique fédérale est parmi les plus laxistes et inef caces du vieux Continent

30:5

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: • Charles Pire (FN); • FN politicization

Content:

Cela étant dit, à partir du moment où une personne est admise sur notre territoire et qu'elle s'installe en Wallonie, il convient de faire en sorte qu'elle s'intègre ef cacement et le plus rapidement possible. Malheureu- sement, le système que nous examinons aujourd'hui, cer- tainement utile, n'est pas comparable avec les méthodes ef caces pratiquées en Europe du Nord, notamment.

30:6

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: • Charles Pire (FN); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

méthodes ef caces pratiquées en Europe du Nord, notamment. dans le Nord, le nouvel arrivant est tenu de suivre assidûment un réel apprentissage de la langue, des usages et coutumes du lieu, si pas l'histoire et la géographie du pays. Cette formation dure généralement deux ans. Elle est strictement contrôlée. Elle s'applique aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Les nouveaux arrivants sont tenus de suivre ce cur- sus, mais aussi les personnes qui béné cient du regroupement familial, de telle manière que celles-ci puis- sent également s'intégrer et participer rapidement à la société.

30:7

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: • Charles Pire (FN); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

d'autre part, nous nous permettons de ne pas impo- ser et organiser l'apprentissage de notre langue aux nou- veaux arrivants. C'est illogique, c'est se cantonner dans l'inef cacité. C'est même scandaleux. L'argent public dépensé pour l'intégration, et plus encore, doit être en priorité utilisé pour l'apprentissage, obligatoire et contrôlé, de notre langue, de nos usages au sens large, comme en Europe du Nord et même en Flandre, et je pense au décret Bytbeier.

30:8

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: • Patrick Avril (PS); • PS politicization

Content:

Oui, la Wallonie est plus que jamais une région ouverte sur le monde, un carrefour où se côtoient un grand nombre de cultures. Et ce qui a déjà, par le passé, constitué une force, sera, sans détour, un atout à valori- ser dans le cadre du repositionnement de notre Région en Europe.

30:9

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: • Patrick Avril (PS); • PS politicization

Content:

Oui, notre continent, notre monde change. À l'aune de l'évolution des mouvements migratoires, nous devons adapter nos outils pour intégrer au mieux les populations d'origine étrangère. Ainsi, comme d'autres l'ont fait lors de débats en Commission, je tiens à saluer le travail de terrain réalisé par les sept Centres régionaux d'intégration. Les Centres régionaux assurent un travail fondamental d'intégration des populations qui ont choisi notre Région comme terre d'accueil.

30:10

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: ● Patrick Avril (PS); ● PS politicization

Content:

En n, je tiens à saluer l'apparition de la notion de codéveloppement. La personne étrangère peut ainsi devenir un double levier de développement : développement tant de sa région, son pays d'origine, que de sa région d'adoption, son pays d'accueil. Saluons cette évolution qui favorise l'échange entre différentes régions du monde, par l'entremise de leurs populations en mouvement. C'est là, selon moi, l'essence même du mot « ouverture sur le monde »

30:11

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

Je voudrais faire une parabole beaucoup plus large sur le problème de la migration de manière générale. Je voudrais pro ter de cette tribune pour rappeler, une nouvelle fois, que la Région wallonne a très souvent réussi dans ses budgets d'intégration à travers les différentes générations. Je pense que la Région a toujours su créer une grande motivation des arrivants par rapport à une terre d'accueil. Si on veut qu'ils s'intègrent, il faut surtout qu'ils soient motivés lors de leur arrivée et qu'ils soient accueillis dans le dialogue et le respect. Ce qui constitue pour nous, la règle première à mettre en évidence

30:12

In Document: 30 20090429_cri15.pdf

Coding: ● Didier Donfut (PS)*; ● PS politicization

Content:

Je terminerai en disant qu'on a de la chance d'avoir cette migration. Grâce à cette intégration, nous sommes face à des défis et des besoins économiques très importants pour continuer à faire de l'union européenne, un espace économique fort, capable de répondre à la globalisation de l'économie qui nous entoure et, pour ce faire, il faut des technologies nouvelles, de la consommation, du pouvoir d'achat pour nos concitoyens mais, il faut aussi de la main d'œuvre disponible. Nous savons que notre population est une population vieillissante. Il faut également encourager et favoriser l'immigration vers nos régions

31:2

In Document: 31 20090904_Q6.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

Néanmoins, pour bien fixer le cadre de ce secteur, il est utile de rappeler qu'en Région wallonne, la politique à l'attention des personnes issues de l'immigration est régie par le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère. Ce texte, adopté en son temps à l'unanimité des partis démocratiques, a été actualisé à la fin de la législature précédente pour mieux coller aux nouvelles réalités en la matière et aux besoins émergents qui évoluent, par le décret modificatif du 30 avril 2009. Son entrée en application est prévue pour certaines modalités au 1er octobre prochain et pour d'autres au 1er janvier 2010.

31:3

In Document: 31 20090904_Q6.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

3° Enfin, il s'agira de définir les étapes d'un parcours d'intégration dont les éléments existent, mais qu'il importe de mieux structurer et d'échelonner compte tenu de l'évolution du public cible et des situations vécues.

31:4

In Document: 31 20090904_Q6.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Il sera bien sûr indispensable d'évaluer ces actions et les résultats de cette politique. L'Europe s'en préoccupe et souhaite entamer la recherche d'indicateurs communs afin de mieux mesurer mais également de comparer les différentes politiques et approches en cette matière.

33:1

In Document: 33 20110627_405_1.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Les flux migratoires sont une réalité et, sur le plan statistique, leur progression, déjà manifeste ces dernières années, ne semble pas s'orienter vers un mouvement à la baisse. De ce fait, l'un des grands enjeux qui se pose actuellement en Région wallonne est celui de la mise en œuvre d'une véritable politique d'accueil structuré des migrants : un dispositif qui vise à leur autonomie, leur intégration, leur émancipation ainsi qu'à leur participation dans un projet commun de société

33:3

In Document: 33 20110627_405_1.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Un décret du 6 novembre 2008 relatif au plan de cohésion sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française a également vu le jour rassemblant des dispositifs existants et intégré dans le dispositif susmentionné par les dernières modifications de ce décret en avril 2009.

Force est de constater que ni ce texte décretaal ni son arrêté d'exécution (5), n'aborde la question du parcours d'intégration d'une part et, d'autre part, encore moins pour l'ensemble des personnes étrangères ou d'origine étrangère telles que déniées par ce Décret.

33:6

In Document: 33 20110627_405_1.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Le Pacte européen de l'Immigration et de l'Asile invite l'ensemble des États membres à mettre en place des politiques ambitieuses pour favoriser l'intégration des migrants. Ces dernières devront reposer « sur l'équilibre des droits des migrants (en particulier l'accès à l'éducation, au travail, à la sécurité et aux services publics et sociaux) et de leurs devoirs (respect des lois du pays d'accueil). Elles comporteront des mesures spécifiques pour favoriser l'apprentissage de la langue et l'accès à l'emploi, facteurs essentiels d'intégration; elles mettront l'accent sur le respect des identités des États membres et de l'Union européenne ainsi que de leurs valeurs fondamentales telles que les droits de l'homme, la liberté d'opinion, la démocratie, la tolérance, l'égalité entre les hommes et les femmes et l'obligation de scolariser les enfants » (9).

33:8

In Document: 33 20110627_405_1.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Il s'indique donc à notre estime d'approfondir la matière en vue de déposer une proposition modifiant ce décret à la fois pour formaliser l'existence de ce parcours, de l'imposer à tous les primo-arrivants, individuellement et de prévoir les sanctions pour les récalcitrants.

33:9

In Document: 33 20110627_405_1.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Si les phénomènes migratoires sont une réalité et que la diversité est porteuse de richesses, la réussite de notre modèle interculturel passe inévitablement par des pouvoirs publics qui soutiennent l'émancipation de tous par le partage d'une langue, d'un socle commun de normes et de valeurs, d'une pleine intégration sociale et ce, dans le respect de l'individualité de chacun. L'objectif final étant la participation de tous à la société wallonne et ce, en amont des différences

37:6

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Ciré

Content: Ce qui réussit du côté flamand, c'est l'idée d'avoir un parcours intégré qui donne les clés au niveau du pays, qui réfléchit en termes de codes, de normes, de valeurs et qui accompagne la personne

37:23

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Serdar Kilic (PS)

Content:

Effectivement, l'accueil des primo-arrivants et, surtout, l'intégration des personnes d'origine étrangères est un sujet intéressant, important, passionnant mais, surtout, très complexe.

37:24

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Serdar Kilic (PS)

Content:

On constate qu'il y a des personnes qui vivent sur notre territoire en Wallonie depuis plus de 30 ans, sans parler le français, sans comprendre la logique de fonctionnement des principes de la « citoyenneté », comme vous l'avez dit, de nos institutions, surtout sans pouvoir bénéficier des droits qui leurs sont, en principe, acquis.

La Wallonie a toujours été une terre d'accueil et c'est tout à son honneur. Elle a toujours montré de la proactivité en matière d'accueil et de développement, de politique favorisant l'intégration.

37:27

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Serdar Kilic (PS)

Content:

une multitude d'outils destinés à faciliter le quotidien des primo-arrivants et des personnes étrangères ou d'origine étrangère. Cependant, une meilleure coordination vous avez parlé de rationalisation nous permettra d'augmenter les chances de réussite. Nous avons la panoplie d'instruments qui jouent un rôle important et qui ont démontré leur efficacité mais, à un moment donné, ce travail en commun, c'est cela que nous menons à notre niveau: des expériences par rapport au parcours d'intégration aussi.

37:28

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ○ MLG; ● Serdar Kilic (PS)

Content:

À ce sujet, comme vous l'avez dit, l'accord intergouvernemental des entités fédérées du mois de mai définissant le cadre d'un parcours d'accueil pour les personnes étrangères et d'origines étrangères a été très bien accueilli. Je pense que, là, la Wallonie a toujours pu s'adapter. On passe vraiment à la vitesse supérieure, à savoir le parcours d'intégration

37:29

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Je trouvais important de pouvoir vous auditionner aujourd'hui pour apporter votre savoir-faire par rapport à ce débat, par rapport à ce qui se fait également en dehors de la Wallonie.

On sait aussi qu'au Danemark ou aux Pays-Bas, ce sont des parcours qui existent et, dans notre pays, il y a de tels parcours qui existent. Il ne s'agirait pas de voir réinventer la roue en Wallonie mais de pouvoir profiter de ces expériences pour ne pas partir de rien.

37:30

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Des initiatives existent en Wallonie et sur lesquelles il faut pouvoir s'appuyer mais il faut que ce parcours puisse avoir le mérite d'apporter une plus-value à ce qui existe, de pouvoir mieux coordonner, éviter les doublons et pouvoir compléter ce qui manque et pouvoir avoir un parcours entier un pack -

37:31

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

L'importance de suivre l'entièreté d'un processus pour une intégration optimale est importante. C'est ce parcours d'intégration qui ne doit pas être vu comme un parcours d'assimilation ou de formatage, mais comme quelque chose qui donne de l'autonomie,

37:32

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

L'indépendance, c'est aussi la connaissance de la langue. On parle aussi de l'importance de la connaissance de la langue et d'un autre côté, de l'importance de faire le premier pas dans la langue de l'arrivant. Parfois, on peut y voir une contradiction. Je le vois plutôt comme une progression qui permet justement d'aller plus vite dans son intégration. Si l'on doit attendre de connaître la langue avant de pouvoir avoir les clés de la société, c'est peut-être partir avec un coup de retard dans son intégration dans le pays. Je suis assez sensible quand vous insistez sur le fait que le début du parcours doit pouvoir se faire dans la langue natale ou, en tout cas, dans une langue connue de la personne.

37:34

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Marc Elsen (cdH)

Content:

viser la « citoyenneté » active. On a beaucoup insisté sur l'accompagnement individualisé, dans le sens d'aide à la construction d'un projet de vie, de projet de participation à la vie collective. Je pense qu'on ne se lassera jamais de dire toute l'importance qu'il y a à présenter les choses sous ce biais positif et constructif. Même politiquement, au sens noble du terme, nous avons tous intérêt à présenter les choses sous cet angle-là.

37:36

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Marc Elsen (cdH); ○ MLG

Content:

Les primo-arrivants, comme l'ensemble des personnes, sont amenés à pouvoir évoluer géographiquement sur le territoire. Finalement, il y a vraiment toutes les raisons de mettre beaucoup d'énergie à amplifier ces partenariats entre le Fédéral et les entités fédérées, ainsi qu'entre les entités fédérées elles-mêmes, et tout particulièrement entre la Région wallonne et la Région bruxelloise. Il y a certainement là des choses qui sont faites, mais il y a encore beaucoup à faire.

37:37

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Marc Elsen (cdH)

Content:

On a beaucoup parlé de son utilité, de son opportunité. Si on dit contrainte, cela fait moins mal que si on parle d'obligation. Je suis particulièrement intéressé par l'argument qui consiste à dire que l'objectif est

d'abord et avant tout de créer un circuit de motivation. Créer le circuit de motivation passe par un certain nombre d'éléments d'obligation. La question n'est pas de savoir s'il faut qu'il y ait obligation ou pas, mais de savoir sur quoi porte l'obligation. On l'a bien compris: c'est une obligation de moyens plus qu'une obligation de résultats, faute de quoi on va se trouver dans une situation discriminante, encore plus que ce ne l'est maintenant. Ce n'est évidemment pas souhaitable. Il n'y a pas de honte, au contraire! Il y a une responsabilité des hommes politiques et des acteurs de terrain, des opérateurs, à placer les choses sous cet angle-là, me semble-t-il. C'est d'ailleurs une marque de respect pour les bénéficiaires eux-mêmes, je pense. Je trouve qu'on doit le dire et le répéter comme cela.

37:46

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

En début de législature, nous nous sommes engagés, au niveau du gouvernement, à organiser conjointement avec la CoCoF, avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce fameux parcours d'intégration ; un véritable parcours d'accueil et d'insertion des primo-arrivants dans notre région

37:47

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

Nous devons nous appuyer pleinement sur ce qui existe et ne pas créer des « ghettos uniques » pour les parcours des primo- arrivants. C'est cela l'intégration, l'insertion, il faut aussi profiter de ce qui existe et créer un maximum de transversalité, combiner les cours d'alphabétisation, les cours de français comme langue étrangère, en tout cas pour ce qui nous concerne ; un module d'orientation à la « citoyenneté » évidemment et à la vie pratique

37:48

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

Le parcours d'accueil devra présenter des caractéristiques qui ont été déterminées en commun avec la CoCoF, avec la Fédération Wallonie- Bruxelles et notre région. Ce sont d'abord les nouveaux migrants, c'est ensuite combiner 3 éléments minimum le français comme langue étrangère, la « citoyenneté » et l'orientation socioprofessionnelle. Ce parcours est volontaire. C'est ce qui a été retenu jusqu'à présent.

37:50

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

On ne part pas de rien non plus parce que des initiatives existent. Nous finançons déjà en Wallonie des initiatives sur le parcours d'intégration, des choses se mettent progressivement en place, parfois avec l'emphase sur l'apprentissage du français ou sur la question de l'alphabétisation, parfois avec l'emphase sur les questions psychosociales, parfois sur les difficultés d'adaptation, parfois plus sur le plan professionnel. Cela peut aussi être notre caractéristique, notre marque de fabrique dans notre région.

37:51

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Coding: ● Marc Elsen (cdH); ○ MLG

Content:

J'ai même entendu dire qu'on s'approchait d'ailleurs de ce fameux accord de coopération, qui sera un pas politique de plus. Au-delà de cette articulation nécessaire entre pouvoirs publics et secteur associatif, dans le respect des fonctions des uns et des autres, il faut souligner à nouveau l'importance de la collaboration, du partenariat, des synergies entre le Fédéral et les entités fédérées. Il y a là un enjeu d'importance majeur, lié aux champs de compétences des uns et des autres.

37:52

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Ciré

Contenu: C'est pour cela que je disais que ce serait intéressant de voir comment s'organise la Flandre. Il y a des grandes villes, comme Anvers, Gand et des provinces; de même qu'en Wallonie il y a Namur, Liège, Charleroi, et des endroits moins peuplés. Comment fait-on pour organiser une offre cohérente en matière d'accueil des primo sur un territoire plus vaste et avec des gens qui sont plus éparpillés? C'est du côté flamand qu'il faut aller voir.

37:53

In Document: 37 20120110_cric64.pdf

Ciré

Contenu:

En Flandre, il y a une obligation à suivre ce parcours, mais pas à Bruxelles. Je voudrais juste réfléchir deux secondes avec vous. Au CIRE, on pense cela à l'air un peu provocateur que l'obligation, même si elle n'est pas à l'ordre du jour, peut être une exigence positive qui tire vers le haut. On pense à l'obligation scolaire, à l'obligation de voter.

40:1

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Elle concerne une matière importante dans notre société et que nous souhaitons traiter sans ambiguïté, de façon claire et nette, mais aussi sans tabou, tout en évoquant celle-ci avec toutes les nuances que requiert une matière qui, est à l'évidence, est sensible, tant au sein de l'opinion, qu'en termes de convictions au sein de ce parlement.

40:2

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Le phénomène de l'immigration, même s'il n'est pas propre à notre région ni à notre pays, est à l'évidence un phénomène d'ampleur. Dans les développements de notre proposition déjà déposée en juin 2011, nous avons rappelé combien les chiffres de l'immigration sont importants, vous les retrouvez dans le premier terme de notre développement et combien ils s'inscrivent à la hausse.

40:3

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Cependant notre constat va au-delà de la situation puisque les textes existants n'abordent pas de façon approfondie, systématisée et obligatoire le parcours d'intégration des personnes d'origine étrangère et de l'ensemble de celles qui séjournent sur notre territoire. Raison pour laquelle ce que nous souhaitons vous proposer n'est pas révolutionnaire à l'échelle de l'Europe et du monde, bien que novateur dans l'approche pour notre région. En effet, un certain nombre de pays ou de régions qui nous sont proches ou qui nous entourent ont d'ores et déjà, et avec succès dans la plupart des cas, développé ce mécanisme du parcours individuel d'accueil et d'intégration.

40:6

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Que va-t-on trouver derrière ce vocable parcours individuel d'accueil et d'intégration ? Il y a bien évidemment un signe très clair derrière tout cela, et nous ne nous en cachons pas. On ne s'établit pas comme cela en Wallonie, et puis point à la ligne. On s'établit chez nous en Wallonie, et, pour décliner son parcours personnel et professionnel et celui de sa famille, on a un certain nombre d'obligations. Nous assumons pleinement cela en tant que libéraux. S'installer chez nous implique des obligations si l'on veut se donner une chance à soi-même de s'intégrer dans la société au sein de laquelle on vient de s'installer et

où on ambitionne de s'installer durablement. C'est évidemment un choix politique fort et éminemment respectueux à la fois de ces personnes, mais aussi de la société telle qu'on l'imagine. Une société qui intègre, comporte une dimension interculturelle, mais qui n'est pas non plus une société naïve, portes et fenêtres ouvertes,

40:7

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Nous prévoyons, tout d'abord, une connaissance et un apprentissage intensif de la langue. La connaissance de la langue, même si elle est progressive, même si elle est français langue étrangère, même si elle est la langue que l'on pratiquera en deuxième lieu après sa langue maternelle ou familiale, est à nos yeux un élément indispensable de l'intégration dans notre société. Il peut y avoir, de manière complémentaire et suivant les situations des personnes concernées, des modules d'alphabétisation, et très certainement une initiation à la citoyenneté.

40:8

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

initiation à la citoyenneté. Il me paraît extrêmement opportun que l'on puisse mesurer ce qu'est la citoyenneté, les institutions, que l'on puisse comprendre celles-ci, que l'on puisse également disposer d'informations de base, extrêmement importantes, concernant les fondamentaux de notre société : l'égalité homme/femme, les principes élémentaires de notre Constitution, de notre droit, l'apprentissage d'un certain nombre de droits ou d'obligations dans notre société.

40:9

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Ce parcours et on en a longuement discuté avec mes collègues individuel d'accueil et d'intégration est-il obligatoire ou facultatif ? Grosso modo restons-nous dans le schéma actuel? On va faire un peu plus, différemment, autrement de ce que l'on fait depuis toujours. Assume-t-on vraiment le message qui est le nôtre? Nous avons fait un choix, qui va certainement être débattu. J'imagine que la polémique va surgir. Ce choix c'est de dire que nous vous proposons que ce soit obligatoire. Nous allons plus loin, Madame la Ministre, non seulement que cela soit obligatoire, mais que si l'on n'y souscrit pas, il y ait toute une échelle d'attitude, de conviction, de sensibilisation, de rappel, et le cas échéant, si cette démarche n'aboutit pas, en ce compris de sanctions administratives et financières.

40:10

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Mais si l'on se refuse à faire le minimum pour pouvoir bien connaître la société qui vous accueille, s'intégrer dans des marchés professionnels, comprendre tout simplement la langue de la société qui vous accueille, connaître les institutions dont vous devenez un des citoyens, on estime que cela ne va pas

40:12

In Document: 40 20120228_cric93.pdf

Coding: • Ecolo Politicization; ○ Europeanization/Policy Learning; • Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Un parcours qui me tient à coeur en partie, et plus largement des écologistes, puisque vous n'êtes pas sans savoir que l'initiative de la mise en place d'un tel parcours en Région flamande, au début des années 2000, revient à Agalev, l'ancien nom de nos alter ego du nord Groen, et qui tient à ce jour au gouvernement puisqu'il est mentionné en toutes lettres dans la Déclaration de politique régionale, n'est-ce pas Madame la Ministre? Le gouvernement mettra en place un véritable parcours d'accueil et d'insertion des primo-arrivants.

40:14

In Document:  40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Pour ma part, le caractère obligatoire de ce parcours me pose problème. La menace ne me semble pas être le meilleur moteur ni la meilleure motivation pour arriver à une meilleure intégration des primo-arrivants dans notre société. Celle-ci doit être encouragée, fortement, mais sans menace.

40:16

In Document:  40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Serdar Kilic (PS)

Content:

Comme vous l'avez dit, c'est un sujet sensible, important, mais complexe. Ce travail est nécessaire parce que la prise en charge d'une personne issue de l'immigration très tôt permet d'obtenir des résultats très tôt et donc, une meilleure intégration. Cela permet à la personne de bénéficier de ses droits assez rapidement et d'assumer aussi ses obligations. Je pense que l'avenir de la Wallonie passera par l'intégration de ces personnes, de ces citoyens marginalisés.

40:17

In Document:  40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Serdar Kilic (PS)

Content:

Mme la Ministre nous a d'ailleurs tracé les grands axes de ce futur parcours du primo-arrivant qui, il faut le souligner, ne s'éloigne pas dans les grandes lignes de celui proposé par M. Borsus. Nous avons des points communs. Nous y retrouvons, en effet, l'importance d'enseigner le français comme langue étrangère, l'existence de modules de citoyenneté ou encore l'importance d'apporter un soutien et une formation socioprofessionnelle. Sur les grandes lignes, nous semblons tous plus ou moins d'accord.

40:18

In Document:  40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

La question du parcours d'intégration structuré pour le primo-arrivant n'a pas encore été tranchée chez nous, contrairement à nos voisins, que ce soit en Flandre, mais aussi au Canada, en Nouvelle-Zélande ou au Danemark.

40:19

In Document:  40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ● cdH politicization

Content:

Vous, dans votre proposition, vous préconisez un parcours plutôt obligatoire. Je pense que l'objectif doit d'abord et avant tout pour moi être de créer un circuit de motivation, et cela passe par un certain nombre d'éléments d'obligation. Mais la question n'est pas de savoir si il faut qu'il y ait obligation ou non, mais de savoir sur quoi porte l'obligation. Ils ont une obligation de moyen plus qu'une obligation de résultat, faute de quoi on va se retrouver devant une situation discriminante, encore plus qu'actuellement. Ce n'est évidemment pas du tout souhaitable. Il y a une responsabilité de nous tous, hommes et femmes politiques, ainsi que des acteurs de terrain, celle de placer les choses sous cet angle.

40:20

In Document:  40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Eliane Tillieux (PS)*

Content:

cela fait plaisir de voir l'intérêt porté aujourd'hui à cette question de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Elle suscite des débats dans la société, de manière générale, mais aussi de vives conversations entre nous

40:21

In Document:  40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

les appels à projets prévus par ce qu'on appelle le FIPI ou le FEI, donc le Fonds d'impulsion pour la politique d'immigration et le Fonds européen d'intégration.

☰ **40:24**

In Document: 📄 40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

exécutifs des trois gouvernements francophones. C'est pour répondre à la question de savoir ce que l'on fait ensemble au niveau de la Wallonie, de Bruxelles et de la Fédération Wallonie- Bruxelles.

☰ **40:25**

In Document: 📄 40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

À cela, parce que ce n'est pas tout, il s'agit de penser aussi à ce qui se profile au niveau européen, c'est-à-dire la réforme des Fonds européens de soutien à l'intégration, qui vont être harmonisés, et cela pour la prochaine programmation 2014-2020.

☰ **40:27**

In Document: 📄 40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

pense qu'il y a vraiment lieu de voir aussi ce qui se fait et ce qui a été mis en place par d'autres états, quels sont les avantages et les inconvénients des uns et des autres pour prendre la décision la plus adaptée pour que la politique mise en place soit la plus efficace possible ?

☰ **40:28**

In Document: 📄 40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

J'ai déposé, avec mes collègues francophones, aux trois gouvernements, une note permettant de définir ce qu'était le primo-arrivant pour qu'en Belgique francophone, nous ayons une unité de traitement des personnes primo-arrivantes.

☰ **40:29**

In Document: 📄 40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Par rapport au fait de savoir si cela devrait être obligatoire ou sur base volontaire, il faut se donner le temps de la réflexion et analyser les avantages et inconvénients des politiques qui ont été mis en place dans les autres pays du monde, avant de nous prononcer définitivement sur la meilleure option à prendre.

☰ **40:30**

In Document: 📄 40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

Nous avons eu ces fameuses auditions qui étaient très intéressantes et qui montraient une situation bruxelloise tout à fait différente de la situation wallonne. Et à situation différente, solution différente.

☰ **40:31**

In Document: 📄 40 20120228_cric93.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Serdar Kilic (PS)

Content:

Autre aspect formel sur lequel nous émettons les plus grandes réserves, c'est l'aspect obligatoire des modules, comme l'a souligné mon voisin, et la notion de sanctions financières en cas de non-respect. Il nous semble fondamental de définir précisément ce sur quoi porteront exactement les différentes

obligations et quelle forme devra recouvrir cette obligation. Cette notion est encore beaucoup trop floue dans le texte qui nous est présenté. De même, l'échelle des sanctions est très importante, voire pour les sanctions financières les plus élevées, complètement disproportionnées par rapport aux infractions relevées. Il nous semble qu'il y a lieu d'agir avec beaucoup de prudence et de mesure, en ce qui concerne ces deux notions.

43:1

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ● MR politicization

Content:

le seul parti qui, à l'époque déjà, voulait ouvrir le débat sur l'inter-culturalité, c'était le MR. Le président du mouvement avait, à l'époque, osé jeter un pavé dans la marre, en déclarant publiquement : « L'intégration est un échec ». c'était une phrase provocatrice, certes, mais qui avait permis d'aborder ces questions de société sans tabou. Jamais alors, un sujet n'avait autant suscité de débats, de rencontres, d'articles de presse, de reportages, de cartes blanches, pour en arriver au constat que les politiques publiques n'avaient pas permis, à ceux qui avaient fait le choix de s'établir chez nous, de participer pleinement à la société qui les avait accueillis.

43:2

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ● MR politicization

Content:

dix ans plus tard, l'intégration peut-elle être qualifiée de réussite? Nous ne le pensons pas. J'en veux pour preuve la mise en place des Assises de l'interculturalité, en 2009. En ce qui concerne notre région, il y a une incapacité de ce gouvernement à adopter une position commune. Nous attendons toujours les propositions transversales sur l'interculturalité, promises il y a un an déjà, par le ministre-président.

43:3

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ● MR politicization

Content:

Le MR a pourtant tenté de lancer le débat sur la question du vivre ensemble et du partage des valeurs universelles. c'est bien de cela dont il s'agit. cependant, toutes nos propositions sont rejetées d'un revers de la main ou encommissionnées comme celles, souvenez-vous, relatives à l'interdiction du port de signes convictionnels ou au parcours d'intégration que M. Borsus abordera tout à l'heure

43:4

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ● MR politicization

Content:

un ensemble de mesures en faveur d'une intégration volontariste. Sans cela, elle est un leurre qui laisse de côté les vrais enjeux et éloigne le débat que nous devons avoir sur l'avenir de notre société dans ses fondements historiques et culturels. Pourquoi ne pas offrir leur chance à celles et ceux qui n'ont pas eu d'autre choix que de quitter le pays auquel ils étaient attachés ? Pourquoi ne pas leur offrir la chance de s'intégrer dans la société qui les reçoit en y apprenant la langue, les lois, les valeurs, en accédant à un emploi ? Pourquoi étouffer ce débat de société ?

43:5

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Florence Reuter (MR)

Content:

Voulons-nous défendre les valeurs, les principes, les droits et les devoirs que nous considérons comme universels, car devant s'appliquer à tous et être partagés par tous ? La Wallonie est un des derniers villages européens à refuser cette logique évidente qui induit qu'une intégration réussie et voulue, passe par une imprégnation de la société dans laquelle on vit: il faut en connaître la langue, les us et coutumes, il faut en accepter les règles et les valeurs.

43:6

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ● cdH politicization

Content:

nous sommes d'accord avec le groupe MR sur un point : un des grands enjeux qui se posent aujourd'hui en Wallonie, c'est la mise en œuvre d'une véritable politique d'accueil structuré des migrants, un dispositif qui vise leur autonomie, leur intégration, leur émancipation ainsi que leur participation dans un projet commun de société, mais avec nuance.

43:7

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ● cdH politicization

Content:

Pour le cdH, comme pour le gouvernement, la présence de citoyens d'origine étrangère ou d'étrangers constitue une formidable source de richesses pour notre société. cela pose inévitablement des défis, tous liés au bien vivre ensemble

43:9

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

En Flandre, on l'a évoqué, un parcours d'intégration est déjà mis en place au travers de la politique d'inburgering. En Wallonie, si des choses sont effectivement aussi en place et si elles évoluent dans le bon sens, il faut néanmoins reconnaître – mais n'est-ce pas un mal wallon ? – que rien de tout ceci n'est encore structuré à l'heure actuelle. Les conséquences en sont un saupoudrage des moyens, pour un manque de résultats probants et significatifs.

43:10

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

L'accueil des primo-arrivants est, je le redis, une matière très complexe. Il faut donc des repères pour pouvoir l'améliorer et la faire évoluer. La Flandre a adopté une option qu'il faut, nous le croyons, analyser en profondeur. des exemples qui nous viennent de l'étranger, que ce soit du Canada, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, doivent aussi pouvoir alimenter notre réflexion en la matière.

43:11

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ● cdH politicization

Content:

cependant, une réserve du cdH peut d'ores et déjà être formulée quant à l'aspect « volontaire » du parcours proposé dans la note d'orientation de Mme la Ministre. Pour le cdH, comme M. Elsen l'avait signalé au mois de janvier dernier, l'objectif doit être, d'abord et avant tout, de créer un circuit de motivation. Il y a des droits mais il y a aussi, pour tous, des devoirs.

Pour nous, créer ce circuit de motivation passe nécessairement par un certain nombre d'éléments d'obligations. La question n'est pas de savoir s'il faut qu'il y ait obligation ou pas, mais de savoir sur quoi porte l'obligation. cela doit être une obligation de moyens plus qu'une obligation de résultats, sans quoi, on se retrouverait dans une situation discriminante, ce qui n'est évidemment pas souhaitable.

43:13

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Serdar Kilic (PS)

Content:

Pourtant, la Wallonie a toujours été une « Terre d'accueil ». Elle a toujours su montrer énormément de proactivité en matière d'accueil des personnes étrangères et de développement de politiques favorisant leur intégration,

43:14

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: • PS politicization; • Serdar Kilic (PS)

Content:

Malheureusement, les similitudes s'arrêtent là. Parce que, disons le, le texte qui nous est proposé par le MR se limite à trois choses: brosser rapidement et grossièrement le contenu d'un parcours d'intégration, insérer le caractère obligatoire de ce parcours et, enfin, introduire la notion de sanction en cas de non-respect de n'importe quelle étape de ce parcours imposé aux « récalcitrants », je cite !

43:16

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

la proposition que nous vous soumettons aujourd'hui et, surtout, sur un projet, une vision, de la société qui souhaite offrir – et je dis bien « offrir » – la possibilité à tout un chacun de s'y intégrer. ceci, non seulement en en comprenant la langue, en en maîtrisant un certain nombre des institutions, des mécanismes de décisions, des mécanismes qui caractérisent son fonctionnement ou son histoire, mais aussi, tout en permettant d'offrir à tout un chacun la possibilité de s'intégrer socio-professionnellement dans la société. Que ce soit évidemment pour les Belges, pour les Wallons, pour les personnes étrangères nous venant de l'union européenne ou ce que soit pour les personnes qui nous rejoignent depuis les pays hors union européenne, nous souhaitons évidemment que cette intégration dans la société fasse l'objet d'un processus bien évidemment aidé par les pouvoirs publics, mais aussi décidé par ceux-ci

43:17

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Nous souhaitons que tout un chacun puisse se voir en situation de saisir la main tendue par les pouvoirs publics. Nous souhaitons aussi que le choix de s'installer chez nous soit lié à une responsabilisation. c'est probablement la marque de la vision libérale qui est la nôtre : une vraie solidarité, une vraie lucidité par rapport à l'état de notre société, une vision par rapport à celle-ci.

43:18

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Mais nous souhaitons aussi que notre société puisse s'organiser à travers un projet. Nous souhaitons dire aux gens, de façon très calme, de façon très tolérante, très modérée, très assumée que, lorsqu'on s'installe chez nous, c'est un choix et que ce choix implique aussi un certain nombre de devoirs

43:22

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Troisième élément de différence fondamentale: ce parcours doit-il être obligatoire? Il y a deux visions, celle qui consiste à dire que l'on va tenter de convaincre, avec les limites que l'on observe aujourd'hui, puis, il y a la vision qui est la nôtre, qui propose d'oser le changement. Le changement est-il révolutionnaire? Le changement est-il complètement irréaliste? Je ne le pense pas. Vous avez, comme moi, observé que, dans d'autres endroits, d'autres régions qui nous entourent, le même type de dispositif trouve à s'appliquer, et qu'il trouve à s'appliquer à la satisfaction des bénéficiaires

43:23

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Nous avons fait le choix du caractère obligatoire. Le caractère obligatoire, c'est l'étape ultime, parce que la première démarche doit être l'information; la deuxième, la conviction, de manière à pouvoir persuader les

gens que ce qui leur est proposé est positif pour eux et pour la société qui les entoure et qui les accueille. In fine, si ni l'information, ni la persuasion ou la conviction n'ont abouti, nous avons prévu une obligation. Bien évidemment, de façon un peu caricaturale, on cite toujours le cas extrême de l'amende maximale, on oublie toujours de citer le terme le plus bas de la fourchette de sanction administrative que nous évoquons

43:24

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

ce parcours nous tient à cœur, les écologistes, puisque vous n'êtes pas sans savoir que l'initiative de la mise en place d'un tel parcours en région flamande, l'inburgering, au début des années 2000, revient à Aaglev, l'ancien nom de nos alter ego du nord, Groen

43:25

In Document:

43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Matthieu Daele (Ecolo); ● Ecolo politicization

Content:

Pour ma part, je ne suis pas favorable au caractère obligatoire de ce parcours. La menace ne me semble pas être le meilleur moteur, la meilleure motivation pour arriver à une meilleure intégration des primo-arrivants dans notre société. Elle peut être, comme le soulignent certains acteurs de l'accueil et de l'intégration des primo-arrivants, contre-productive. ce n'est pas ce que nous recherchons, nous recherchons une meilleure efficacité.

La participation doit être encouragée fortement mais sans menace.

43:26

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Matthieu Daele (Ecolo); ○ MLG

Content:

ici au Parlement wallon, et peut-être plus largement au niveau francophone puisque ce n'est pas la Wallonie seule dans son coin qui avance sur le sujet, mais également la Fédération Wallonie-Bruxelles et la cOcoF, avec qui la Wallonie collabore pour la mise en œuvre de ce parcours voulu.

43:27

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Le Fonds d'impulsion pour la politique d'immigration (FIPI) et le Fonds européen d'intégration (FEI) renforcent aussi l'action régionale que nous menons.

43:28

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

depuis 2009, l'ensemble des initiatives qui ont trait à l'intégration des personnes étrangères met l'accent – et je vous l'ai répété en commission – sur le public primo-arrivant, cela, dans le cadre d'initiatives qui permettent de développer ce fameux parcours d'intégration.

43:29

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

Sur cette base, les trois gouvernements francophones ont défini les axes prioritaires du parcours d'intégration, c'était en mai de l'année dernière.

43:30

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Contenu:

d'autres régions ou pays européens ont développé des parcours d'intégration, nous l'avons évoqué lors de notre séance de commission. dans notre pays, par exemple, la Flandre a décidé d'organiser un dispositif d'intégration qui doit, effectivement, obligatoirement être suivi par le primo-arrivant

43:31

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Contenu:

Autre exemple, les Pays-Bas ont été le premier pays d'Europe à instaurer ce processus d'inburgering (citoyennisation), un dispositif supposé faciliter l'intégration des demandeurs d'asile dans la société néerlandaise.

L'évaluation a mis l'accent sur des difficultés à développer le dispositif sur le terrain, engendrant notamment la rancœur et la frustration de certains bénéficiaires dont c'est souvent le seul diplôme et qui se rendent compte que leur certificat n'a aucune valeur sur le marché de l'emploi.

43:32

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Contenu:

Mon propos n'est pas ici de clouer au pilori les initiatives prises par d'autres régions ou pays d'Europe. Les dispositifs mis en place sont, dans une large mesure, pertinents et les axes thématiques principaux sont unanimement reconnus en Europe, y compris en Wallonie, bien entendu. Le Gouvernement flamand, par exemple, veut promouvoir une Flandre où tout le monde peut «Vivre ensemble dans la diversité», et cela, indépendamment des origines. Il veut y parvenir sur la base de l'égalité et de la citoyenneté active. L'idée est de permettre à chaque citoyen flamand de participer activement à la société. L'inburgering est un moyen privilégié de donner cette opportunité aux nouveaux Flamands. L'objectif est louable, et je le partage, mais là où se marque la différence, c'est au niveau de la pertinence d'instaurer l'obligation, pour les personnes concernées, de participer à ce parcours.

43:33

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ● cdH politicization

Contenu:

concernant les primo-arrivants, le gouvernement s'est engagé, en 2009, à mettre en place, au départ des initiatives existantes et des organismes en place, un véritable parcours d'accueil et d'insertion qui aura pour objectif de fournir à la personne le soutien et les informations nécessaires pour mener sa vie dans notre région, en toute autonomie.

43:34

In Document: 43 20120314_cri13.pdf

Coding: ● Anne-Catherine Goffinet (cdH); ○ Europeanization/Policy Learning

Contenu:

Par rapport à tout cela, il faut donc se donner le temps de la réflexion pour analyser les avantages et inconvénients des politiques mises en place ailleurs.

46:1

In Document: 46 20120606_cri18.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Contenu:

Madame la Ministre, je pense qu'il aurait fallu vivre sur une autre planète, ce week-end, pour ne pas avoir entendu parler du parcours d'intégration. À mon avis, cela fait grand bruit dans les médias et j'ai notamment entendu des propos qui, je pense, n'étaient pas très informés de ce qui se faisait sur le terrain, mais qui sont parfois aussi mal informés de ce qui se passe dans notre parlement. J'ai entendu le président du MR dire qu'il fallait – de manière très virile – absolument mettre cela à l'ordre du jour dans les parlements, au Parlement wallon. D'ailleurs, Monsieur Prévot, je ne sais pas si vous avez reçu ce fameux courrier que M. Michel comptait vous envoyer. Quelques rétroactes : nous avons fait inscrire dans la Déclaration de politique régionale le principe d'un parcours. Je vous ai personnellement interrogé :

questions orales, questions d'actualité, interpellations sur le sujet. J'avais demandé, en commission – cela s'est réalisé – les auditions du CIRE, du bureau d'accueil bruxellois néerlandophone. Nous avons discuté de la proposition du MR en commission, donc voilà, dire que cela ne se discute pas dans les parlements ... ou alors j'ai peut-être une mauvaise mémoire, mais vous confirmerez peut-être que toutes ces choses-là ont eu lieu

46:2

In Document: 46 20120606_cri18.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

S'il y a une chose sur laquelle on peut être d'accord, c'est qu'il faut atterrir, il faut maintenant arriver à des propositions concrètes. Je plaide pour un parcours d'intégration qui soit le plus efficace possible, parce que le constat que l'on peut faire aujourd'hui, est qu'il y a de nombreuses personnes qui arrivent sur le territoire, qui sont désireuses de s'intégrer et qui doivent pouvoir trouver les moyens, trouver les aides pour pouvoir avoir cette aide à l'intégration et, notamment, je pense aux cours de langues.

46:5

In Document: 46 20120606_cri18.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

Messieurs les députés, c'est un plaisir que d'aborder cette question qui, effectivement, n'a pas manqué de faire l'actualité ces derniers jours. Vous l'avez bien dit, Monsieur Daele et Monsieur Kilic, effectivement une foule d'acteurs sur le terrain qu'ils soient publics ou privés, qu'ils soient du secteur associatif, chaque jour, s'investissent au profit d'une meilleure intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère. On ne part pas de rien, bien sûr. Ce n'est pas parce qu'on découvre un débat pour l'instant que le gouvernement n'avait pas planché sur la question, même avant moi, puisque c'était dans les déclarations de politique, y compris dans la Déclaration de politique régionale wallonne où on dit qu'un parcours d'intégration doit être mis en œuvre. Nous y avons travaillé puisque nous avons abouti l'année dernière, en gouvernement conjoint intra-francophone, sur la définition du public cible et sur celle des axes prioritaires.

46:7

In Document: 46 20120606_cri18.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

M. Borsus (MR). - Le cdH est favorable au caractère obligatoire !

46:8

In Document: 46 20120606_cri18.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

M. Daele (Ecolo). - ... c'est votre problème. Moi, je tiens à disposition, auprès du président du MR, l'ensemble de mes interventions que j'ai tenues en commission et ici, en séance plénière. Et dire que cela n'a pas été discuté et que ce n'est pas à l'ordre du jour du parlement, c'est tout simplement un mensonge ! Nous, ce que nous voulons, c'est l'efficacité de ce parcours qui permette à chacun de pouvoir s'intégrer dans notre société et de pouvoir avoir ...

M. Borsus (MR). - S'ils le veulent bien ...

M. Daele (Ecolo). - ...accès aux cours de langues et que nous sommes face à une obligation de résultats et une obligation de moyens.

47:5

In Document: 47 20120608_620_1.pdf

Coding: ● MR politicization

Content:

une première proposition de décret en ce sens avait été déposée le 27 juin 2011, elle a été discutée et rejetée en Commission de l'Action sociale le 28 février 2012 et elle a subi le même sort le 14 mars 2012 en plénière de notre Assemblée. Nous pensons néanmoins qu'une telle proposition reste d'actualité. Nous redéposons donc le présent texte, en intégrant certaines remarques formulées lors de la première discussion dans notre Assemblée et précisant certaines notions mal comprises à l'époque

48:1

In Document: 48 20120619_cric154.pdf

Coding: ● Edmund Stoffels (PS); ● PS politicization

Content:

M. Stoffels (PS). - Monsieur le Président, Madame la Ministre, chers collègues, suite à votre annonce sur le thème du parcours d'insertion, le président du CPAS de Liège qui est, en même temps, le président de la Fédération des CPAS wallons, se manifeste par le communiqué suivant que vous me permettez de citer en partie. « Le débat sur le parcours d'insertion, intégration pour certains, vient d'être relancé en Fédération Wallonie- Bruxelles et c'est une excellente chose. En tant que président de CPAS de Liège, je dis depuis très longtemps qu'un tel parcours est indispensable. En effet, nous voyons, chaque jour, passer par nos services des personnes d'origine étrangère et/ou belges qui ne possèdent pas notre langue. Bien entendu, le problème de la connaissance de la langue et de la région est un des problèmes centraux de cette problématique et, au risque de me distinguer de mes amis et camarades, je pense que cet apprentissage doit être obligatoire

48:4

In Document: 48 20120619_cric154.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

les axes prioritaires du parcours d'intégration des primo-arrivants ont été définis par les trois gouvernements francophones en l'occurrence le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, le Gouvernement wallon et le Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale. Les axes privilégiés sont :

- l'apprentissage du français, langue étrangère ;
- l'apprentissage des codes sociaux et culturels, ainsi que la connaissance des institutions du milieu d'accueil ;
- l'aide à l'exercice des droits et obligations ;
- l'orientation et l'accompagnement en vue d'une insertion socioprofessionnelle.

48:5

In Document: 48 20120619_cric154.pdf

Coding: ● Edmund Stoffels (PS); ● PS politicization

Content:

M. Stoffels (P.S.). - Je tiens donc à remercier Madame la Ministre pour la réponse qu'elle vient de me donner et lui dire que je suis parfaitement d'accord avec l'hypothèse qu'elle souhaite mettre sur pied un parcours d'insertion obligatoire. En effet, sans que celui-ci ne soit obligatoire, on risque effectivement que bon nombre de femmes ne puissent participer au parcours d'insertion qui serait, dans ce cas-là, réservé aux hommes. Si nous attachons une quelconque valeur à l'égalité des genres, l'obligation du parcours d'insertion sera une clé de réussite

49:1

In Document: 49 20120620_cri19.pdf

Coding: ● Jean-Luc Crucke (MR); ● MR politicization

Content:

Troisièmement, il est heureux d'apprendre que, lorsque les libéraux souhaitent quelque chose, lorsqu'on demande l'intégration obligatoire, les autres disent « on va vous suivre ».

50:1

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Si l'on veut s'établir dans un pays, si l'on veut raisonnablement saisir les opportunités de s'intégrer dans une société, il faut bien évidemment la connaître et il faut aussi accepter de faire un certain nombre d'efforts. Il n'est pas exagéré de demander à chacun de se doter des connaissances, des compétences, des outils, d'effectuer les démarches qui vont alors permettre aux personnes concernées de se donner de raisonnables chances de s'intégrer dans la société.

50:4

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Le groupe MR souhaite que le parcours d'intégration soit obligatoire parce qu'il estime que ce dispositif est une opportunité. Il est mobilisé et il est soutenu par des deniers publics importants, soit, 8 à 9 millions d'euros, il ne s'agit donc pas de les galvauder. Indépendamment de cela, c'est extrêmement important du point de vue collectif.

50:5

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Ce dispositif doit donc être obligatoire. Il fonctionne dans un certain nombre de lieux, dans un certain nombre de pays. Des analyses qui ont été réalisées ont prouvé, d'une façon très claire, que les personnes ayant bénéficié de ce parcours d'intégration en avaient retiré de véritables satisfactions personnelles mais aussi de véritables outils pour leur chemin de vie ou pour leur chemin de vie familiale

50:7

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: • Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

Mme la Ministre tient à mettre l'accent sur l'essentielle concertation qui doit concerner tous les partenaires en présence, tant le monde associatif que les partenaires publics, qui sont les entités fédérées, mais aussi les villes et communes qui sont pleinement concernées pour développer des initiatives qui soient cohérentes et pertinentes.

50:9

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: • Eliane Tillieux (PS)*; • PS politicization

Content:

Mme la Ministre explique que cet accord concerne la construction de ce parcours d'accueil, d'intégration qui, par ailleurs, est rendu obligatoire par la Déclaration de politique régionale. Le gouvernement va se prononcer sur la définition du public-cible, sur les étapes du parcours, sur le caractère obligatoire ou non de certaines étapes du parcours et, en outre, sur les moyens à consacrer à la mise en œuvre de ce parcours

50:11

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: • Eliane Tillieux (PS)*; • PS politicization

Content:

Qu'en est-il de l'obligation ? Le primo-arrivant est tenu, sauf pour raisons de santé ou d'équité qui seront attestées par le CPAS de la commune, de se présenter à cette formalité d'accueil dans un délai de trois mois à dater de sa première inscription dans la commune sur le territoire.

50:12

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: • Eliane Tillieux (PS)* ; • PS politicization

Content:

Quant aux sanctions, la Région imposera une amende au primo-arrivant si celui-ci ne transmet pas l'attestation à la commune. La procédure va évidemment comporter un système de rappel, d'avertissement et toutes les voies de recours possibles comme tous les actes administratifs. L'amende devra être proportionnée.

50:13

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; • Eliane Tillieux (PS)*

Content:

L'amende devra être proportionnée. Le gouvernement xera les montants, les minima et maxima en fonction d'une méthodologie d'objectivation via un benchmarking avec les pays et régions voisins qui appliquent déjà le système du parcours.

50:15

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

La Wallonie est en phase avec, d'une part, les valeurs qu'elle préconise mais aussi, et c'est important, avec l'ensemble des pays membres de l'union européenne, sur la question des axes prioritaires qui doivent être développés dans cette question de l'accueil des primo-arrivants

50:16

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Par comparaison avec la Flandre, on évoque le dispositif d'inburgering mais la Flandre n'a finalement pas agi autrement en mettant en place, déjà en 1999, une politique volontaire et structurée sur la base d'expériences pilotes qu'elle avait mis en œuvre. Ce n'est qu'au 1er avril 2004 que le décret sur l'inburgering est entré en vigueur, alors qu'il avait été voté un an plus tôt.

50:17

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

un autre exemple; les Pays-Bas étaient un des premiers pays d'Europe à instaurer ce parcours d'inburgering, un dispositif qui est supposé faciliter l'intégration des demandeurs d'asile dans une société néerlandaise fort diversifiée, vu son histoire. Là aussi, l'évaluation a mis l'accent sur pas mal de difficultés à développer le dispositif sur le terrain avec, principalement dans l'évaluation, la frustration de certains bénéficiaires du dispositif quand ils réalisent que c'est souvent le seul diplôme qu'ils aient pu acquérir au lieu d'une offre de formations et surtout d'efforts fournis pour l'obtention de cette attestation et qu'ils se rendent compte, in fine, que leur certificat n'a aucune valeur sur le marché de l'emploi.

50:18

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

La politique d'intégration en Wallonie veut aussi inclure une dimension, comme on dit dans le jargon européen, two way process, c'est à dire le fait que l'intégration n'est pas seulement le fait des migrants mais aussi le fait de la société d'accueil.

50:19

In Document: 50 20120703_620_2.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

C'est un débat intéressant puisque la mise en œuvre d'un parcours d'intégration à destination des personnes arrivant en Wallonie tient à cœur aux écologistes. En effet, il rappelle que l'initiative de la mise en place de l'inburgering en Flandre, au début des années 1990 s'est fait à l'initiative d'Agalev, aujourd'hui Groen.

51:1

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ○ Europeanization/Policy Learning; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

C'est un débat qui nous intéresse et nous y participons avec intérêt depuis toujours, puisque la mise en œuvre d'un parcours d'intégration à destination des personnes arrivant en Wallonie nous tient à cœur, nous les Écologistes. Vous n'êtes pas sans savoir que l'initiative de la mise en place de l'inburgering en Flandre, au début des années 1990, s'est faite à l'initiative d'Agalev, aujourd'hui Groen.

51:2

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Pour revenir à la proposition de décret, nous devons constater qu'il n'existe que peu de modifications par rapport à celle discutée lors de la commission du 28 février 2012, celle-ci s'inspirant d'ailleurs largement du texte instituant l'inburgering en Flandre.

51:5

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Il y a également la question de l'obligation couplée à des sanctions. Ce point est intimement lié à la question des moyens qui seront affectés à cette politique. En effet, quel sens aurait une obligation de suivre un parcours qui ne serait pas « suivable » ? En Flandre, on constate que les modules de l'inburgering sont embouteillés. Des listes d'attente de plus d'un an sont constatées avant de pouvoir suivre des cours de langues ou de bénéficier d'une aide à l'insertion socioprofessionnelle. Que voulons-nous ? Des prises de position tape-à-l'œil ou une politique efficace ? Avant tout se pose la question de l'accès rapide à ce parcours.

51:6

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ○ framing

Content:

Quel sens aurait de mettre en œuvre une obligation à sens unique, une obligation de suivre un parcours, une obligation pour la Wallonie de l'offrir à tous dans un délai déraisonnable ? Voyons ce qui se passe en Flandre : des listes d'attente de plus d'un an. C'est le préalable indispensable, nécessaire à toute obligation envers les primo-arrivants. Il convient de ne pas confondre vitesse et précipitation.

51:8

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Sous les coups de boutoir du parlement, du MR, de l'opinion et de l'actualité, le gouvernement a enfin bougé dans ce dossier. A-t-il accompli tout le chemin qu'il doit faire ? Je réponds très clairement : « Non ». Il y a évidemment une différence fondamentale entre notre approche et celle que vous venez d'exposer au nom de partis représentés autour de vous.

La différence, c'est que la seule obligation que vous prévoyez est une obligation de se présenter un jour à un bureau d'accueil et de renvoyer une convention. C'est, effectivement, une différence fondamentale.

Connaissez-vous une seule autre législation où l'obligation consiste, par exemple, à se présenter à l'urbanisme, mais pas à respecter la règle ou bien encore, de se présenter devant un bureau qui dispense l'information quant à une législation, mais pas de s'inscrire dans le processus, de suivre par exemple une formation professionnelle, de visiter le bureau, mais pas de la suivre ?

51:10

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

C'est effectivement la thèse que le Parti Socialiste avait plaidé. Je me souviens des interviews récentes en disant : « L'obligation sera uniquement une obligation de se présenter aux bureaux, aux centres régionaux d'intégration ». Non seulement vous ne donnez pas signe, mais vous donnez presque un signe a contrario en disant : « Écoutez, nous, Région wallonne, la seule demande que l'on vous fait, c'est de vous présenter ». Va-t-on accepter une législation d'exception négative dans cette seule matière ?

51:11

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● MR politicization ; ● Willy Borsus (MR)

Contenu:

Soit on n'oblige pas – c'est en général l'approche des partis de gauche – soit on invite. On tente de convaincre, on démontre, on informe. Parmi ceux qui ne souhaiterons pas faire cette démarche d'intégration vers nos institutions,

51:12

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Marc Elsen (cdH)

Contenu:

Nous sommes effectivement – cela a été dit à plusieurs reprises – à une étape importante d'une évolution culturelle ; car c'est bien d'évolution culturelle qu'il s'agit effectivement. En effet, comment faire en sorte que demain, pour organiser « le bien vivre ensemble », on soit en mesure de fixer des règles liées à la vie collective, à la vie en commun et faire en sorte qu'un maximum de personnes puisse y trouver non seulement réponse à ses aspirations, mais un sens à la citoyenneté responsable ? Car lorsque l'on parle d'objectifs, c'est effectivement de donner une opportunité importante d'émancipation, d'autonomie et de responsabilisation.

51:15

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Marc Elsen (cdH)

Contenu:

Cet aspect-là est obligatoire ; il va forcer l'accrochage à un dispositif qui va s'établir dans le temps. Vouloir essayer de travailler à l'évolution des sociétés n'empêche pas d'être pragmatique et de partir du principe que tout le monde ne va pas à tout prix chercher à tricher à chaque occasion.

51:16

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● Marc Elsen (cdH); ○ MLG

Contenu:

Il faut faire en sorte que nous puissions construire des dispositifs qui soient le plus semblables possibles en Wallonie et à Bruxelles. C'est important qu'il y ait une vision cohérente.

51:17

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● Isabelle Simonis (PS); ● PS politicization

Contenu:

Effectivement, le parcours d'accueil et d'intégration se veut dans notre esprit un véritable outil d'émancipation, qui vise en fait essentiellement les personnes qui n'ont accès à aucun autre outil d'émancipation, qui se trouvent en dehors de tout créneau d'intégration au sein de notre région. Dans ce cadre-là, ce parcours prend un caractère obligatoire, mais cette obligation est vécue, à notre sens, comme positive. C'est un parcours qui constitue un droit, une nouvelle facette de cette nouvelle citoyenneté.

51:18

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Contenu:

Nous souhaitons pouvoir, à la lumière d'un certain nombre d'analyses, probablement de convictions qui pourraient avoir évolué dans d'autres formations politiques sous la pression parlementaire, sous la pression médiatique, sous la pression de l'opinion, vous reproposez un texte qui a subi – bénéficié diront d'aucuns – un certain nombre de modifications, de corrections et d'actualisations. Je ne dois pas vous rappeler la teneur des débats que nous avons menés voici quelques temps. Pour les uns, c'était trop tard : le gouvernement avait déjà beaucoup fait et pour l'essentiel, il convenait de poursuivre avec le dispositif existant. Le gouvernement, par la voix de Mme la Ministre, nous annonçait, à échéance vraisemblable de deux ans, un texte nouveau. Par ailleurs, le cdH estimait, lui, que la proposition arrivait trop tôt en ce qui concerne le dispositif que nous proposons. Je vous engage si vous avez quelques minutes, cet été, à relire le compte rendu de nos travaux de commission et à mesurer l'évolution d'un certain nombre de convictions.

51:19

In Document:  51 20120703_cric162.pdf

Coding: Europeanization/Policy Learning; MR politicization; Willy Borsus (MR)

Content:

Nous souhaitons dès lors que le dispositif soit obligatoire. Ce dispositif fonctionne dans un certain nombre de lieux, dans un certain nombre de pays. J'ai même, comme vous probablement, vu un certain nombre d'analyses qui doivent bien évidemment toujours être approfondies, nuancées parfois, mais qui, d'une façon très claire, menaient à la conclusion que les personnes ayant bénéficié de ce parcours d'intégration en avaient retiré de véritables satisfactions personnelles mais aussi de véritables outils pour leur chemin de vie ou pour leur chemin de vie familiale.

Dès lors, non seulement le dispositif a tout son intérêt à nos yeux, mais un certain nombre de régions voisines et d'autres pays ont fait la démonstration de l'intérêt mais aussi de l'efficacité et de la pertinence de celui-ci, non seulement pour la société dans son ensemble, mais également pour les bénéficiaires.

51:20

In Document:  51 20120703_cric162.pdf

Coding: Eliane Tillieux (PS)*; PS politicization

Content:

Le parcours d'accueil, c'est, je vous le rappelle et c'est important, un processus d'émancipation des personnes qui arrivent chez nous. Notre société doit viser à leur permettre de choisir comment ils vont s'intégrer au mieux au travers d'un parcours qui comprend différents axes.

51:21

In Document:  51 20120703_cric162.pdf

Coding: Eliane Tillieux (PS)*; Europeanization/Policy Learning

Content:

Par comparaison avec la Flandre, puisqu'on en parle souvent, on évoque le dispositif d'inburgering, mais la Flandre n'a finalement pas agi autrement en mettant en place, déjà en 1999, une politique volontaire et structurée sur la base d'expériences pilotes qu'elle avait mise en œuvre. Ce n'est qu'au 1er avril 2004 que le décret sur l'inburgering était entré en vigueur, alors qu'il avait été voté un an plus tôt. Vous voyez que même en Flandre, les choses ont mis du temps à se mettre en place. Nous y travaillons depuis un an et demi, presque deux petites années. Vous voyez que nous n'avons pas chômé. La démarche flamande se voulait tout aussi progressive et pragmatique. Vous connaissez le caractère de nos voisins du nord. Le dispositif est aussi confronté à des difficultés - c'est un constat - malgré les moyens financiers tout à fait importants qui sont consacrés au nord du pays. Vous voyez que les choses ne sont pas simples.

51:22

In Document:  51 20120703_cric162.pdf

Coding: Eliane Tillieux (PS)*; Europeanization/Policy Learning

Content:

Les Pays-Bas étaient un des premiers pays d'Europe à instaurer ce parcours d'inburgering, un dispositif qui est supposé faciliter l'intégration des demandeurs d'asile dans une société néerlandaise fort diversifiée, vu son histoire. Là aussi, l'évaluation a mis l'accent sur pas mal de difficultés à développer le dispositif sur le terrain avec, principalement dans l'évaluation, la frustration de certains bénéficiaires du dispositif quand ils réalisent que c'est souvent le seul diplôme qu'ils ont pu acquérir au fil d'une offre de formations et surtout d'efforts fournis pour acquérir cette attestation. Or, ils se rendent compte, in fine, que leur certificat n'a aucune valeur sur le marché de l'emploi. C'est quelque chose qui doit nous faire réfléchir.

51:23

In Document:  51 20120703_cric162.pdf

Coding: Eliane Tillieux (PS)*; Europeanization/Policy Learning

Content:

La politique d'intégration en Wallonie veut aussi inclure une dimension, comme on dit dans le jargon européen, two way process, c'est-à-dire le fait que l'intégration n'est pas seulement le fait des migrants, mais aussi le fait de la société d'accueil

51:24

In Document:  51 20120703_cric162.pdf

Coding: Ecolo Politicization; Matthieu Daele (Ecolo)

Contenu:

Nous désirons voir mis en œuvre un parcours qui aura pour objectif de fournir à la personne le soutien et les informations nécessaires pour mener sa vie dans notre région, en toute autonomie. Nous désirons voir mis en œuvre un parcours d'intégration qui ne doit pas être un parcours d'assimilation ou de formatage, mais bien un parcours qui donne de l'autonomie, qui émancipe et qui permet de se prendre en main, d'aller vers plus d'indépendance dans la société dans laquelle ces personnes vivent et vivront.

51:27

In Document: 51 20120703_cric162.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Il ne faut pas croire que l'intégration se fait automatiquement et mécaniquement : elle nécessite un certain nombre de démarches. Ce n'est pas travestir la réalité que de constater que dans un certain nombre de cas, dans un certain nombre de situations, dans un certain nombre de villes, dans un certain nombre de quartiers, l'intégration est aujourd'hui un échec. Nous devons bien évidemment en tirer les conclusions. Je vais même plus loin : il est de notre responsabilité de mandataire, d'élu, d'homme et de femme de convictions, de revoir les dispositifs aujourd'hui existants et de répondre à une attente forte qui nous est exprimée régulièrement par nos concitoyens.

53:1

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Sous les coups de boutoir de la minorité parlementaire, sous la pression des médias, avec des rappels parfois très prégnants de l'actualité tout au long de ces dernières semaines, le débat a, au sein même de notre parlement, au sein même du gouvernement, été amené à évoluer

53:5

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Ce qui est globalement proposé, c'est une obligation de se présenter à l'accueil, voire au module d'accueil. Stop ! Le reste du parcours d'intégration est facultatif, c'est une possibilité qui est offerte. Que fait-on vis-à-vis des personnes qui ne souhaitent pas, des personnes qui ne veulent pas ou qui, de façon délibérée, refusent de poursuivre les différentes étapes que je viens de citer, qui sont pourtant indispensables à nos yeux, pour pouvoir saisir cette opportunité de l'intégration.

53:6

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR); ○ Europeanization/Policy Learning

Contenu:

aura une petite obligation par exception à la législation concernant le parcours d'intégration qui sera une législation qui, contrairement à de nombreuses autres que notre parlement ou nos assemblées dans ce pays ont voté ; il n'y aura qu'un tout petit morceau de cette législation concernant l'intégration qui sera obligatoire. C'est ce que le gouvernement vous propose aujourd'hui.

53:7

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ○ MLG; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Par ailleurs, je parlais de cacophonie. Comment, dans notre petit pays, imaginer qu'il y aura au moins trois, si pas quatre, demain, parcours d'intégration, si j'ai bien compris ? Il y a le parcours d'intégration que l'on connaît en Flandre, qui fonctionne de la façon qui, souvent, a été relatée par un certain nombre d'analystes.

53:8

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ○ MLG; • Willy Borsus (MR)

Contenu:

Depuis peu, depuis quelques heures, il y a un accord concernant l'accès à la nationalité au niveau fédéral. Cet accord va encore se traduire dans les textes de loi à la rentrée parlementaire, suivant l'information précise qui m'en a été communiquée hier, mais ces dispositions intègrent parmi les conditions, pour pouvoir bénéficier dans un délai restreint à cinq ans par rapport au délai type de dix ans à la nationalité, donc l'accès à la nationalité belge, d'avoir suivi un parcours d'intégration. Dans la version wallonne, c'est un parcours d'intégration ultra-light qui est proposé dans sa version obligatoire. Nous allons donc, au niveau wallon, faire qu'une des conditions d'accès à la nationalité dans la version réduite à cinq ans passera par un parcours d'intégration où la seule obligation sera de se présenter à l'accueil des bureaux qui seront chargés d'organiser tout cela.

53:11

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Isabelle Simonis (PS); ● PS politicization

Content:

La philosophie que nous défendons au groupe socialiste n'est pas celle de l'intégration dans un moule, d'un oubli de cette addition d'origines, d'une perte de sa propre culture. Nous voulons proposer un modèle qui se base sur l'inclusion de tous au sein de notre société, où chacun peut profiter des richesses de la multiculturalité, dans un échange gagnant-gagnant mais où, aussi, chacun dispose des clés pour la comprendre et pour s'y épanouir pleinement. Pour y arriver, le parcours d'intégration – puisqu'il faut bien l'appeler ainsi – ne représente qu'un aspect de cette politique inclusive qui est, faut-il le dire, éminemment transversale.

53:12

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Isabelle Simonis (PS); ● PS politicization

Content:

texte du MR à proprement parler, puisqu'il y a beaucoup à en dire et surtout à y redire. En effet, il apparaît évident que le parcours d'intégration version MR se veut un mécanisme qui intègre de force les gens ou qui exclut, selon qu'ils le suivent ou qu'ils ne suivent pas. Cette vision particulièrement négative et coercitive nie de facto toute possibilité qu'une personne d'origine étrangère puisse avoir la volonté de suivre ce parcours qui lui est proposé. Je le répète, c'est une vision d'un parcours d'intégration qui exclut.

53:15

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Ma vision et celle de mon groupe, de ce que doit être ce parcours d'accueil ne vous est pas inconnue, en tout cas pour ceux qui s'intéressent au débat. Nous désirons voir mis en œuvre un parcours qui aura pour objectif de fournir à la personne le soutien, les informations nécessaires pour mener sa vie dans notre région en toute autonomie.

53:17

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Marc Elsen (cdH)

Content:

Enfin, ce parcours serait volontaire, je reprends les propos d'alors. C'est ce qui avait effectivement été retenu à l'époque, et le gouvernement allait travailler sur cette base et reviendrait. Cela avait aussi été convenu dans le courant de l'année 2012, avec une note plus précise au gouvernement. Le 6 juin dernier, vous changiez, Madame la Ministre, au nom du gouvernement, quelque peu votre position initiale, en bien, en déclarant que si, dans la première mouture, on parlait effectivement de parcours sur base volontaire, vous étiez toujours ouverte à la discussion d'une façon générale et à la discussion à propos d'un parcours obligatoire.

Le débat avançait donc dans la bonne direction au niveau de l'exécutif

53:20

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Marc Elsen (cdH)

Content:

Certes, une réserve avait été émise dès janvier par le cdH, par rapport à la position de Mme la Ministre, de mettre en place un parcours d'intégration sur base volontaire. Cette réserve est aujourd'hui toujours d'actualité, mais les engagements et garanties qui nous ont été donnés par le gouvernement, nous laissent penser que nous sommes sur la bonne voie.

53:21

In Document:  53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Marc Elsen (cdH); ○ MLG

Content:

quelques concertations avec les autres entités francophones.

Sur ce dernier point, il est vrai qu'il reste pas mal de chemin à parcourir et, pour preuve, on apprenait, la semaine dernière, que la Ministre Tillieux et le Ministre-Président bruxellois n'avaient pas tenu les mêmes expressions sur ce que doit constituer un parcours d'intégration obligatoire. Il n'y a donc toujours pas d'accord intra-francophone alors que Mme la Ministre nous assurait en commission, effectivement, qu'on s'en approchait. Nous pouvons nous en réjouir, à nous de le finaliser.

53:26

In Document:  53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

L'approche du MR reste résolument coercitive et sanctionnatrice. Ce n'est pas l'approche que je privilégie, ce n'est pas l'approche que le gouvernement privilégie.

53:27

In Document:  53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Le parcours d'accueil en Wallonie, bien qu'il existe déjà dans les faits, doit en pratique aujourd'hui être formalisé, il doit être opérationnalisé. Le décréter, comme certains souhaitent le faire par un simple copier/coller du dispositif flamand, c'est évidemment un exercice tout à fait facile

53:28

In Document:  53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

Partir du postulat que ces primo-arrivants, qui arrivent sur notre territoire, ont la ferme volonté de ne pas s'intégrer, est à la fois caricaturale et joue surtout sur la peur de l'étranger, voire renforce les préjugés. Notre société doit viser à leur permettre de choisir comment ils vont s'intégrer au mieux au travers d'un dispositif qui va comprendre plusieurs axes.

53:31

In Document:  53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

La Wallonie est ici en phase, d'une part, avec les valeurs qu'elle préconise mais aussi, et c'est important, avec l'ensemble des pays membres de l'Union européenne sur la question des axes prioritaires qui devraient être développés dans cette question de l'accueil des primo-arrivants. Il y a à cet égard un large consensus et nous continuons à travailler avec l'Europe sur le développement des modules d'intégration.

53:32

In Document:  53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

S'il est vrai que la différence avec la Flandre reste malgré tout considérable – sinon, pourquoi aurions-nous créé des régions à vitesse variable avec ces différences socio-économiques ? C'est le moindre des constats que l'on puisse faire et vous avez le verbe facile à cet égard, Monsieur Borsus. En termes de structure, de moyens, il faut en finir avec les propos peu flatteurs pour les personnes, pour les opérateurs concernés qui tendraient à faire croire qu'en Wallonie, rien n'est fait pour l'intégration des personnes étrangères. La prise

de conscience de cette thématique a été simultanée dans les deux régions de notre pays, mais les Francophones ont pendant longtemps considéré l'intégration plus comme un défi social que comme un défi culturel ou ethnique. Ce point de vue rejoint celui qui est traditionnellement en vigueur en France.

53:34

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

C'est pourquoi j'insiste sur le fait que le dispositif mis en place soit véritablement un processus d'émancipation des personnes qui arrivent chez nous. La politique d'intégration en Wallonie veut aussi inclure une dimension, comme on le dit dans le jargon européen, two way process, c'est-à-dire le fait que l'intégration n'est pas seulement le fait des migrants, mais aussi le fait de la société d'accueil.

53:37

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Je voudrais tout d'abord, vous l'avez compris, prendre mes distances et exprimer ma totale indignation par rapport à l'expression qui vient d'être faite à l'égard de ce que serait notre attitude par rapport aux plus démunis de notre société. Au contraire, toute l'histoire du parti libéral, c'est l'histoire d'un combat notamment pour la dignité des hommes et des femmes, pour l'accès à un certain nombre de droits fondamentaux. C'est mépriser l'histoire et la réalité de notre action politique que de tenir de tels propos.

53:41

In Document: 53 20120718_cri21.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Marc Elsen (cdH)

Content:

Dans ce dossier, ne nous en cachons pas, le problème de la connaissance de la langue est effectivement un problème central. Cet apprentissage devrait idéalement être obligatoire. Reste la question du budget à débloquer pour pareille réforme. Nous terminons aujourd'hui l'exercice difficile de l'ajustement budgétaire. Il est clair que, pour ce qui concerne les moyens budgétaires à prévoir, des évaluations devront être mises en œuvre progressivement pour nous permettre surtout de voir ce qui est souhaitable en respectant nos objectifs et compte tenu de ce qui existe aujourd'hui.

54:1

In Document: 54 20120919_cri1.pdf

Coding: ○ MLG; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Nous souhaitons qu'un message, enfin clair, soit délivré rapidement. Ce message, c'est : « Nous souhaitons un parcours d'intégration – le même – bien évidemment en Wallonie et à Bruxelles ».

54:2

In Document: 54 20120919_cri1.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Deuxièmement, il faut un parcours d'intégration obligatoire concernant ces différents volets, à la fois, l'accueil, bien évidemment, la présentation au bureau d'accueil, mais aussi l'apprentissage de la langue, la connaissance minimale de nos institutions et le parcours d'intégration socioprofessionnelle. Comment imaginer s'intégrer dans une société, si on ne la connaît pas, si on n'en connaît pas la langue et si on n'a que très peu de chances d'y trouver du travail ?

54:4

In Document: 54 20120919_cri1.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Troisièmement, je pense qu'il y a une vraie frilosité idéologique d'une partie du gouvernement qui, aujourd'hui, fait que ce dossier urgent et aigu – certes comme d'autres, Monsieur le Président – n'avance pas à un rythme raisonnable

54:5

In Document: 54 20120919_cri1.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Aujourd'hui, dans les médias, vous annoncez, vous réannoncez, Madame la Ministre, votre vision du parcours d'intégration. Je pense que le terme est, en l'espèce, inadéquatement utilisé, ce que vous mentionnez, c'est une invitation, pour l'essentiel, à se présenter à un bureau d'accueil. C'est le seul élément de cette invitation d'intégration qui aura potentiellement un caractère semi-obligatoire.

54:6

In Document: 54 20120919_cri1.pdf

Coding: • Eliane Tillieux (PS)*; • PS politicization

Content:

À partir de ce constat, qu'avons-nous décidé ensemble, au gouvernement ? Nous avons décidé que, dans un premier temps, l'étape d'accueil est obligatoire et celle-là seulement, parce qu'elle nécessite la mise en œuvre et la mise en place de moyens et que les communes sont aussi engagées dans ce système pour permettre d'établir le premier contact et le lien qui sera ensuite fait entre la personne qui vient s'inscrire à la commune et le bureau d'accueil qui, lui, sera organisé par les centres régionaux d'intégration

55:1

In Document: 55 20121120_697_1.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; • Willy Borsus (MR)

Content:

Depuis 2000, l'intégration des personnes étrangères fait l'objet d'une attention soutenue de l'UE. Plusieurs Etats-Membres ont mis en place des programmes d'intégration (Finlande, Danemark, Pays-Bas, France, Suède, Allemagne). Si ces programmes sont variables de par la durée ou les moyens consacrés, ils ont cependant la même structure générale de contenu : apprentissage de la langue, orientation sociale, insertion professionnelle, parcours obligatoire avec sanctions si non-respect.

55:2

In Document: 55 20121120_697_1.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; • Willy Borsus (MR)

Content:

En Flandre, l'inburgering est obligatoire depuis 2004 et comprend : cours de néerlandais, rencontre avec la société amande, accompagnement dans la recherche d'emploi, d'études. Les étrangers s'engagent, via contrat, à participer à 80% des cours. En cas de non-respect, les intégrant se voient infliger une amende administrative (sauf à Bruxelles-Capitale).

58:1

In Document: 58 20121218_cric56.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

réinscrire ce point à l'ordre du jour, à travers la proposition de résolution qui vous est soumise, c'est parce que nous pensons, nous continuons à penser - celles et ceux qui avec nous pensent, ont livré un certain nombre d'études - que ce parcours d'intégration obligatoire global et cohérent est indispensable. Ce nombre va croissant, Monsieur le Président, et nous considérons qu'il y a urgence à décider.

58:2

In Document: 58 20121218_cric56.pdf

Coding: • MR politicization; • Willy Borsus (MR)

Content:

Notre dispositif, d'une part, s'articule sur un principe: s'installer chez nous entraîne un certain nombre de droits, mais implique aussi un certain nombre de devoirs. Il y a dans notre proposition une volonté d'équilibre entre ces droits et ces devoirs. On ne s'installe pas quelque part pour être simplement bénéficiaire d'une société, bénéficiaire d'un système

58:14

In Document:  58 20121218_cric56.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Puisqu'à en entendre certains, on a l'impression qu'ils sont nombreux et que les personnes étrangères viennent en Wallonie dans le but de profiter du système. On a entendu ici même que les immigrés vont grossir les files pour percevoir les allocations. C'est une vision pour le moins manichéenne de l'immigration où l'immigré est toujours profiteuse, assisté et replié sur lui-même

58:15

In Document:  58 20121218_cric56.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

J'insiste donc sur le fait que le dispositif qui est mis en place est un processus d'émancipation des personnes qui arrivent chez nous. La politique d'intégration en Wallonie veut aussi inclure une dimension, comme on dit dans le jargon européen, two-way process. Ce n'est pas la première fois que je vous en parle, c'est-à-dire que l'intégration n'est pas seulement et uniquement le fait des migrants, mais elle est aussi le fait de la société d'accueil.

58:16

In Document:  58 20121218_cric56.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)* ; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Parce qu'il s'avère que le mécanisme flamand dans lequel on va tout de même jeter un œil puisque cela fait un petit temps qu'ils ont mis en place l'inburgering, cela date quand même de 2003 et je rappelle que les premières sanctions administratives sont apparues en Flandre en 2009, soit six ans après la mise en œuvre de leur décret inburgering et que les choses ne sont pas si simples aujourd'hui. Il s'avère en effet que le mécanisme flamand dont vous proposez dans votre texte une sorte de copier-coller, est en fait aujourd'hui très peu opérationnel et le montant des amendes, en l'occurrence s'élève jusqu'à 5000 euros, ce qui est tout à fait irréaliste.

58:17

In Document:  58 20121218_cric56.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Willy Borsus (MR)

Content:

Nous avons effectivement une vision de notre société. Cette vision de notre société passe par un certain nombre de règles à respecter et le parcours d'intégration est, notamment, un moyen qui permet à un certain nombre de personnes de respecter ces règles, d'être en situation de respecter ces règles. Soyons clairs, entre nous, il y a des visions de société différentes. Il y a, et je vous prie de considérer avec toute la nuance que cela emporte, vraiment un laxisme du gouvernement en la matière. Il y a une faiblesse du gouvernement dans ce dossier.

60:5

In Document:  60 20130116_cri8.pdf

Coding: ● PS politicization; ● Zrihen (PS)

Content:

Pour en terminer, je tiens tout particulièrement à souligner combien le groupe socialiste est heureux de voir prochainement se concrétiser ce parcours, véritable outil d'inclusion de tous au sein de notre société, avec respect, volonté d'accès à la citoyenneté pleine et entière où chacun dispose des clés et des moyens pour la comprendre et, surtout, s'y épanouir pleinement

60:8

In Document:  60 20130116_cri8.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Marc Elsen (cdH)

Content:

Dans ce dossier, ne nous en cachons pas, la connaissance de la langue, je le répète, est effectivement la clé centrale. Idéalement, cet apprentissage devrait être obligatoire, mais il y a cependant la très réaliste question du budget à débloquer pour pareille réforme.

60:9

In Document: 60 20130116_cri8.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Mais ce qu'on constate, c'est qu'en Flandre, les modules de l'Inburgering sont embouteillés. Des listes d'attente de plus d'un an sont constatées avant de pouvoir suivre des cours de langue ou de bénéficier d'une aide à l'insertion socioprofessionnelle.

66:4

In Document: 66 20130611_cric145.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

d'insister sur la nécessité d'informer, de sensibiliser et de démystifier toute cette politique d'intégration des personnes étrangères ou d'origines étrangères.

A contrario, il faut mesurer combien les propos et prises de position stigmatisants à l'égard des personnes étrangères, notamment dans le cadre des débats sur le parcours d'accueil des primo-arrivants, ne font que renforcer la perception négative de l'intégration.

66:8

In Document: 66 20130611_cric145.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ● PS politicization

Content:

Il faut aussi changer largement les mentalités et il est important de souligner que la philosophie du parcours d'accueil qui est développé chez nous, en Wallonie, est l'émancipation des personnes qui arrivent chez nous. Notre société doit viser à leur permettre de s'intégrer au mieux dans leur nouveau cadre de vie

74:2

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ○ MLG

Content:

Par ailleurs, il faut aussi tenir compte du nouvel article 12bis du Code de la nationalité qui prévoit qu'un étranger peut obtenir la nationalité belge par simple déclaration, à condition de résider en Belgique depuis cinq ans et de prouver son intégration sociale qui peut-être établie, notamment, par le fait d'avoir suivi un cours d'intégration prévu par l'autorité compétente de sa résidence principale.

Cela vous a d'ailleurs obligé, Madame la Ministre, en tout cas, le Gouvernement wallon, à revoir la possibilité d'ouvrir ce parcours d'intégration, à l'ouvrir à toutes les personnes qui n'étaient pas forcément concernées ou qui l'étaient de manière facultative auparavant.

74:3

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

même si nous n'allons pas mêler les deux débats ici. La question de la nationalité est une chose au niveau fédéral, nous, nous sommes en train d'essayer d'adopter un texte qui permet aux primo-arrivants qui sont sur les territoires, et qui sont clairement définis à l'article 4

74:4

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: ● Antoine Tanzilli; ● cdH politicization; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

ait une sanction. Cela nous semblait essentiel parce que nous croyons assez peu au caractère obligatoire lorsqu'il n'y a aucune sanction qui est prévue puisqu'une obligation sans sanction, de manière générale, a fortement tendance, une fois qu'elle commence à ne pas être respectée, à devenir une forme d'acquis.

C'était d'autant plus indispensable que les trois autres aspects du parcours ne sont eux pas rendus obligatoires contrairement à ce que l'inburgering prévoit depuis dix ans en Flandre. Comme je l'ai dit, le

projet de décret sera avalisé lors de cette législature, mais c'est malheureusement au cours de la prochaine que les différents arrêtés d'exécution permettront une véritable mise en œuvre.

74:5

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: • Florence Reuter (MR); • MR politicization

Content:

via les propositions qui avaient été déposées par M. Borsus et d'autres dont je faisais partie. Nous plaidons nous, à l'inverse, pour le caractère obligatoire non pas seulement d'un parcours d'accueil, mais d'un parcours complet incluant d'autres critères que le seul accueil ou le bilan social.

74:6

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: • Florence Reuter (MR); • MR politicization

Content:

Je pense que l'argument fait mouche. Un parcours obligatoire est essentiel, notamment pour cette raison-là, pas seulement pour cette raison-là. On sait très bien aujourd'hui à quel point ce sont les femmes qui ont le plus de difficultés à s'insérer dans les milieux professionnels, à s'insérer dans la vie quotidienne tout simplement. Un parcours d'intégration obligatoire leurs permettrait de s'émanciper, de vivre tout simplement mieux ensemble et de ne pas s'isoler. On sait très bien que c'est dans les situations d'isolement qu'il y a la plus grande précarité.

74:8

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: • Florence Reuter (MR); • MR politicization

Content:

Je répète que, pour le groupe MR, vu les débats que nous avons déjà eus longuement en commission - et que nous n'allons pas refaire aujourd'hui, puisque l'on arrive en bout de chaîne - le caractère obligatoire est primordial, en plus des autres critères que j'ai énoncés tout à l'heure. Nous n'allons pas soutenir le projet de décret à l'examen, même si j'ai encore le rêve que votre interview dans la presse de novembre 2013, où vous évoquiez le coût du caractère obligatoire, est peut-être une porte ouverte pour que l'on y arrive un jour, ce qui me paraîtrait une évidence. Surtout, et pas juste pour pouvoir dire qu'il faut que ce soit obligatoire, M. Borsus a eu maintes occasions de le répéter dans cette commission, c'est avant tout pour venir en aide aux personnes qui arrivent dans notre région et qui se retrouvent tout à fait isolées, sans possibilité d'intégration.

74:9

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: • Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning; ○ MLG

Content:

Dès le départ, nous avons souhaité une large concertation avec les autres niveaux de pouvoir. Nous nous sommes réunis à plusieurs reprises en intrafrancophones, avec l'objectif de déposer des textes semblables quant à leur contenu pour un souci de cohérence. Cet aspect de la concertation avait été défini, c'était le 12 mai 2011, lorsque les trois gouvernements francophones ont approuvé, lors d'un gouvernement conjoint, une note qui vise à préserver, renforcer la cohérence des démarches effectuées par les trois entités. Dans cette note, on y trouve les lignes de force et les balises communes pour la mise en place de dispositif de soutien au parcours d'accueil, dont les modalités sont définies, d'une part, par le Gouvernement wallon, par le collège de la Cocof d'autre part.

La Flandre a adopté un dispositif de parcours d'intégration, l'inburgering, de manière obligatoire. Par souci de cohérence, les entités francophones ont opté pour un dispositif qui est en partie obligatoire également.

74:10

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: • Eliane Tillieux (PS)*; • PS politicization

Content:

Qui dit obligation dit sanction. Il importe, en effet, de prévoir un dispositif plus coercitif qui permet de sanctionner les personnes qui ne répondent pas à l'obligation, notamment par respect pour ceux qui s'inscriront dans la démarche obligatoire, qui iront jusqu'au bout. Au-delà de la concertation entre les

différentes entités francophones, il faut aussi reconnaître que l'obligation qui sera de mise en Wallonie permettra à une certaine frange de la population, notamment la population féminine, de pouvoir participer pleinement à ce processus d'insertion sociale alors que, sans ce dispositif, ces personnes pourraient rester confinées dans le giron familial et ne pas voir se proposer ce type d'évolution vers un peu plus d'autonomie ou vers un projet de vie qui lui est personnel ou propre.

74:11

In Document: 74 20140311_cric107.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ● MR politicization

Content:

Enfin, le point que j'évoquais d'emblée, c'est le caractère obligatoire. Pourquoi ? Je voudrais le rappeler quand même. C'est pour permettre à chaque bénéficiaire d'acquérir véritablement une autonomie qui émancipe, qui permet de se prendre en charge, de prendre en charge sa famille, de s'intégrer dans cette société, de suivre la scolarité des enfants, de comprendre les us et coutumes, mais aussi tout ce que cela implique au niveau administratif, au niveau des procédures, que tout cela fasse partie d'un paquet où la personne qui arrive puisse avoir les mêmes armes pour vivre dans notre région que les personnes qui y sont nées et qui ont eu l'éducation que l'on a quand on est dans notre région. Cela permet aussi à ces personnes-là de connaître leurs droits, de pouvoir les défendre quand cela est nécessaire et de participer à la société dans laquelle on vit. Il y a des indicateurs qui ne trompent pas. Je voudrais reciter l'étude de la BNB qui disait clairement que, en Belgique, l'insertion des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail était faible par rapport à d'autres pays de l'Union européenne. L'écart est important et il est important d'aller plus loin. Si le projet de décret qui est à l'examen aujourd'hui est un pas, il ne nous semble pas être un pas suffisant pour répondre aux besoins.

78:1

In Document: 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ Europeanization/Policy Learning; ○ MLG

Content:

L'évolution de ces dispositions législatives nous semblait indispensable pour s'adapter à l'évolution de la société mais aussi aux nouvelles approches européennes de la politique d'intégration. La modification de la loi sur le regroupement familial mais aussi la récente modification du Code de nationalité, l'évolution démographique, le profil des migrants impliquent en effet une adaptation du processus en vigueur actuellement en Wallonie, notamment en ce qui concerne le rôle, mais aussi les missions des opérateurs dont les centres régionaux d'intégration.

78:2

In Document: 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ○ MLG

Content:

L'importance d'un parcours obligatoire, pour l'ensemble des modules, est d'autant plus grande qu'il y a un nouvel article 12bis du Code de la Nationalité qui prévoit qu'un étranger peut obtenir la nationalité belge par simple déclaration, à condition de résider en Belgique depuis cinq ans et de prouver son intégration sociale qui peut être établie notamment par le fait d'avoir suivi un cours d'intégration prévu par l'autorité compétente de sa résidence principale. C'est d'ailleurs ce qui vous a obligée à ouvrir le parcours à l'ensemble de la population concernée, de manière facultative, pour éviter toute discrimination. Étonnamment, le texte décréte ne l'indique pas.

78:3

In Document: 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Eliane Tillieux (PS)*; ○ MLG

Content:

Un comité de coordination est également prévu, il va être mis sur pied pour veiller notamment à l'harmonisation des pratiques sur l'ensemble du territoire de la Wallonie, mais aussi pour maintenir encore et toujours la concertation avec le CoCoF et la Fédération Wallonie-Bruxelles pour continuer à assurer toute la cohérence du dispositif wallon et bruxellois.

78:4

In Document: 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ● MR politicization

Content:

C'est encore un sujet important, sur lequel le groupe MR est souvent intervenu. Il a même été le fer de lance de ce fameux parcours d'intégration que nous avons appelé de tous nos vœux ! Mais aujourd'hui, Madame la Ministre, le projet de décret accouche d'une souris. On a déjà beaucoup débattu en commission du sujet, mais il est important de défendre une nouvelle fois la position du groupe MR et de revenir sur quelques points importants, notamment sur le caractère obligatoire de ce parcours d'intégration que nous avons défendu. Nous plaidons pour un parcours obligatoire dans tous les modules, que ce soit l'accueil, le bilan social, l'apprentissage de la langue, l'alphabétisation, la citoyenneté et l'insertion socioprofessionnelle.

☰ **78:5**

In Document: 📄 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Isabelle Simonis (PS); ● PS politicization

Content:

La Wallonie a toujours, historiquement, été une terre d'accueil. La diversité des cultures que son sol a accueillies en a façonné la société et la population. L'autre a apporté une richesse née de la diversité et a certainement accéléré notre ouverture au monde et, très souvent en Wallonie, l'interculturalité a succédé à la multiculturaliste. C'est donc pour nous une grande satisfaction de débattre de ce projet de parcours d'accueil aujourd'hui. C'est une double satisfaction parce que, contrairement à certains esprits chagrins, je préfère examiner un texte pesé, équilibré, largement concerté, aujourd'hui, qu'une version inachevée voici quelques mois. Ensuite, parce nous parlons bien ici d'un parcours d'accueil, d'accompagnement et non d'une « intégration décrétée », concept impraticable à mes yeux. Alors oui, accueillir, accompagner les primo-arrivants est une nécessité, mise selon un processus équilibré et participatif.

☰ **78:6**

In Document: 📄 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Notre volonté, à nous les écologistes, a été de voir se mettre en œuvre un parcours d'accueil qui ne doit pas être un parcours d'assimilation ou de formatage, mais bien un parcours qui donne de l'autonomie, qui émancipe, qui permet de se prendre en main, d'aller vers plus d'indépendance dans la société dans laquelle les personnes qui arrivent en Wallonie, vivent et vivront. Ce doit être un parcours qui doit être pensé au mieux des intérêts de ces personnes appelées primo arrivantes parce que ce parcours correspond à un réel besoin d'être épaulé dès l'arrivée. Fournir cet accueil nécessaire, cela passera par le premier module d'accueil.

☰ **78:7**

In Document: 📄 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Obligation ou pas obligation ? Nous n'avons pas de tabou par rapport à cela, mais cela démontre bien que la demande de cours de français existe et que les moyens actuels ne permettent pas d'y répondre. C'est là qu'est l'enjeu. On peut faire du show sur l'obligation, mais aujourd'hui l'enjeu est dans l'offre.

☰ **78:8**

In Document: 📄 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Antoine Tanzilli; ● cdH politicization

Content:

Assortir le module d'accueil personnalisé d'un caractère obligatoire permettrait en effet, aux yeux du cdH, de contourner les réticences que certains ou certaines pourraient avoir à y participer. Il permettrait également d'empêcher les désistements dont le taux est relativement élevé, dès lors que les personnes ne sont pas soumises à la contrainte

☰ **78:9**

In Document: 📄 78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Antoine Tanzilli; ● cdH politicization

Content:

On l'a vu, ce parcours n'est obligatoire qu'en son module d'accueil. Les trois autres aspects du parcours ne le sont donc pas ou pas encore, pourrions-nous dire. C'est le cas d'une formation à la langue française, d'un module de formation à la citoyenneté et d'une orientation socioprofessionnelle. La méthode du travail du Gouvernement wallon s'est avant tout voulue pragmatique, respectueuse des personnes et consciente des moyens budgétaires à disposition aujourd'hui.

78:10

In Document:  78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Antoine Tanzilli; ● cdH politicization

Content:

Néanmoins, dans ce dossier, ne nous en cachons pas, la connaissance de la langue est la clé centrale du dispositif à venir. Idéalement, cet apprentissage aurait dû être obligatoire, lorsque c'était nécessaire. Cependant, sur cet aspect, il faudra patienter encore un peu pour pouvoir tendre vers cet objectif, car il y a la très réaliste question du budget à débloquer pour pareille réforme.

78:11

In Document:  78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Florence Reuter (MR); ● MR politicization

Content:

Nous aussi, nous l'attendions ce texte, Madame la Ministre, et depuis longtemps. Nous avons véritablement espéré avoir un texte complet qui intégrerait, comme nous l'avons dit, le caractère obligatoire, l'apprentissage de la langue, qui nous paraît tellement élémentaire. Ce que nous ne voterons pas ici, c'est donc un texte, comme je l'ai dit, allégé et qui ne correspond absolument pas à nos attentes. Je suis quand même surprise, Monsieur Tanzilli, de la position du cdH, qui s'était pourtant exprimé souvent sur le caractère obligatoire, vous le rappelez là. Vous avez quand même l'art de surfer entre les lignes, en disant : « C'est très bien, mais il faudra quand même aller plus loin, mais nous allons le voter quand même ». Soyons cohérents, à un moment donné. Un parcours d'intégration, s'il n'est pas obligatoire, ce n'est pas un parcours d'intégration. Comme nous l'avons dit, c'est un projet qui est tout à fait insuffisant

78:12

In Document:  78 20140326_cri14bis.pdf

Coding: ● Antoine Tanzilli; ● cdH politicization

Content:

M. Tanzilli (cdH). - Je suis désolé pour certains si ils ne peuvent voir qu'une vision manichéenne de la société et de la logique d'intégration. Nous l'avons dit, il faut une première phase obligatoire et puis l'évaluation pourra nous dire dans quel sens il faudra continuer à faire évoluer ce dispositif qui est, par nature et par définition, comme toute politique d'intégration, évolutive.

81:6

In Document:  81 20150120_cric72.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Olivier Maroy

Content:

J'ai noté que vous vous insurgez contre cette vieille citation de M. Ducarme, qui disait : « L'intégration est un échec ». Vous trouvez cela apparemment scandaleux. Puis-je vous rappeler ce que votre président M. Lutgen a dit il y a quelques jours sur les antennes de la Première : « Pour certains, l'intégration n'est pas un échec, c'est un fiasco ». Il va donc une étape plus loin.

81:7

In Document:  81 20150120_cric72.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Olivier Maroy

Content:

Favoriser le « vivre ensemble », soyons francs, Monsieur le Ministre, c'est malheureusement souvent du prêchi-prêcha, cela agite le débat du dimanche, mais cela en reste là, beaucoup de blabla, mais peu de résultats. Le prêchi-prêcha ce n'est pas votre dada, mais vous allez pouvoir nous le démontrer en tant que ministre de l'Action sociale, vous avez un rôle à jouer dans le cadre de la politique d'intégration des primo-arrivants. Là, je dois vous féliciter alors que le MR a plaidé seul, bien seul pendant des années, pour l'instauration d'un parcours d'intégration, vous avez osé vous rallier à notre idée, enfin, à moitié. La DPR prévoit en effet un parcours d'accueil dans lequel le cours de français serait obligatoire, vous l'avez

confirmé ici même il y a peu. Par contre, en ce qui concerne l'autre dimension de ce parcours d'insertion, à savoir la formation à la citoyenneté et l'orientation socioprofessionnelle, je dirais que vous êtes resté au milieu du gué, le Gouvernement parle pudiquement d'une information sur les droits et les devoirs.

81:11

In Document: 81 20150120_cric72.pdf

Coding: • MR politicization; • Olivier Maroy

Content:

M.Maroy (MR). - Une fois de plus, j'ai des difficultés à comprendre la logique du cdH. Pourquoi rendre obligatoire une partie du parcours d'insertion et pas l'autre ? Ce parcours doit former un tout. Cela ne peut pas être une formule à la carte. Je comprends d'autant moins que votre président – à nouveau lui, M. Lutgen – plaide désormais avec force pour instaurer des cours de citoyenneté à l'école, dans tous les réseaux d'enseignement. Il a bien insisté là-dessus.

81:12

In Document: 81 20150120_cric72.pdf

Coding: • MR politicization; • Olivier Maroy

Content:

Le caractère obligatoire des cours de français n'est pas là pour pénaliser les primo-arrivants, mais au contraire pour leur offrir une occasion de mieux s'intégrer. Il en est de même pour les cours de citoyenneté ou l'orientation socioprofessionnelle. C'est évident pour nous : pour mieux vivre ensemble, il faut commencer par se comprendre ; et pour comprendre le pays dans lequel on va vivre, un cours de citoyenneté s'impose. Quitte à faire un pas en avant avec l'apprentissage de la langue, pourquoi ne faites-vous pas le pas suivant ? Le parcours d'accueil prévu par la DPR ne sera pas opérationnel tout de suite, loin de là. Vous l'avez dit ici même. Je vous cite : « Il faut prendre le temps nécessaire à construire un parcours dans le respect des personnes et les acteurs de terrain ». Vous avez reconnu aussi que le caractère obligatoire des cours de français était lié aux moyens budgétaires disponibles.

81:13

In Document: 81 20150120_cric72.pdf

Coding: • cdH politicization, • Maxime Prevot*

Content:

Monsieur le Député, si l'objectif de votre question est de lancer des lauriers au Fédéral et de dire que nous sommes tous des gros mous à la Région, c'est votre choix et je vous laisse responsable de ce propos. Je ne pense pas que cela va faire grandir le débat et je suis quelque peu circonspect par rapport à l'amalgame qui est fait entre la question des primo-arrivants et celle des terroristes.

Je sais que tout est bon à estampiller : « Je suis Charlie », je lutte contre le radicalisme, le terrorisme, même si l'on verse parfois dans des raccourcis un peu simplistes. Je trouve que l'on déploie beaucoup le tapis rouge et on leur fait toute la pub qu'ils escomptaient.

Je ne pense pas que l'enjeu relatif à la lutte contre le radicalisme ait un lien quelconque par rapport au fait d'être primo-arrivant ou non, certains radicaux sont même de nationalité belge, je ne pense pas qu'il y ait un quelconque lien.

Par contre, la question de l'intégration optimale de celles et ceux qui viennent sur notre territoire est une question importante et cruciale, c'est vrai. Je pense qu'il y a deux manières de l'aborder : soit en voulant y aller au bulldozer et tout ce que l'on risque c'est de passer à côté de la cible, mais nous aurons fait beaucoup de vent et de pub ; soit à un moment donné, on essaye d'aller de l'avant, en faisant en sorte que les différentes parties prenantes s'articulent et s'intègrent au dispositif. Je ne pense pas que l'on ait fait grandir la cause de l'intégration des personnes étrangères lorsque à l'époque feu M.Ducarme avait déclaré que l'intégration des personnes étrangères était un échec.

81:14

In Document: 81 20150120_cric72.pdf

Coding: • cdH politicization; • Maxime Prévot (cdH)*

Content:

Dans le cadre de la politique d'intégration des primo- arrivants, vous vous réjouissez de ce que vous qualifiez être un revirement de bord relatif au caractère obligatoire de l'apprentissage du français. Je vous invite juste, pour égayer vos soirées, si vous êtes à la recherche de bonnes lectures, à lire les propos qu'en tant que président de groupe, je tenais dans cette enceinte parlementaire sous la précédente législature, en l'occurrence sur le caractère obligatoire. Il n'y a jamais eu de difficultés, c'est d'abord et surtout là-dessus

que la discussion s'est portée, davantage que sur l'apprentissage de la citoyenneté, c'est vrai, je le concède. C'est un élément sur lequel il n'y a pas eu, a priori en tout cas, une adhésion aussi nette entre nos deux formations politiques. S'il est dans mon intention de rendre l'apprentissage du français obligatoire à terme pour les primo-arrivants, je n'ai par contre jamais fait de mystère des difficultés de mise en œuvre de la mesure, tant sur le plan financier qu'en termes de quantité et de qualité de l'offre.

81:15

In Document:  81 20150120_cric72.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot*

Content:

Qu'il faille dès lors rendre demain cet apprentissage de la citoyenneté obligatoire dans le cadre du parcours lié aux primo-arrivants, c'est quelque chose que l'on peut aborder sans tabou. Cela ne veut pas dire pour autant que c'est la panacée, que ce sera facile à mettre en œuvre, tant s'en faut. Il faut encore être convaincu de la pertinence de cette mise en œuvre, à la lumière notamment du vécu qui nous est relayé par les acteurs de terrain.

82:1

In Document:  82 20150303_Q334.pdf

Coding: ● Anne Lambelin; ● PS politicization

Content:

Certes, la politique migratoire est une compétence fédérale, cependant, la Wallonie est compétente notamment en matière d'accueil et d'intégration. Différentes politiques existent déjà en Wallonie. Ainsi, un parcours d'intégration sur base volontaire existe déjà et le subventionnement des Centres régionaux d'intégration est également une réalité. De plus, de nombreux projets d'initiatives locales de développement social sont également soutenus par la Région. Quelle voix pour la Wallonie dans ce dossier à l'international et surtout vis-à-vis de l'Union européenne, compétente en la matière ? Quels outils avons-nous en tant qu'élu(e) wallon(ne) pour agir face à ce fléau qui coûte la vie à des milliers de personnes chaque année, sans oublier le trafic d'êtres humains qui va avec ?

82:2

In Document:  82 20150303_Q334.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Maxime Prévot*

Content:

Néanmoins, la Wallonie est présente dans une série de plateformes européennes qui permettent l'échange de bonnes pratiques pour les matières qui la concernent, l'intégration des personnes étrangères notamment. Elle est par exemple représentée parmi les « points de contact nationaux (NCPI) » et « l'Agence des droits fondamentaux ». Des fonds européens (FSE, FAMI) viennent également appuyer les politiques wallonnes en matière d'intégration.

84:1

In Document:  84 20150414_Q452.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot*

Content:

Dans l'hypothèse où, comme nous le souhaitons, l'apprentissage du français soit rendu obligatoire, les activités seront assurées par des opérateurs validés par la région et la responsabilité de la mise en œuvre n'incombera pas non plus aux communes.

86:1

In Document:  86 20150506_cric131.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Maxime Prévot*; ○ MLG

Content:

Rappelons d'abord que le décret, qui a instauré l'inburgering en Flandre, est entré en vigueur le 1er avril 2004, alors que la Wallonie a concrétisé son parcours d'accueil avec le décret du 27 mars 2014 et l'arrêté du 15 mai 2014. Ce sont deux décrets qui ont des approches sensiblement différentes. Comme vous le savez, alors que l'inburgering oblige le primo-arrivant à prendre part à l'ensemble des activités qui sont proposées, la Wallonie n'oblige à ce jour que la participation à un module d'accueil qui comprend un bilan social et une information sur les droits et obligations

86:2

In Document: 86 20150506_cric131.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot

Content:

En tout état de cause, pour ce qui nous concerne en Wallonie, je pense que dès lors que l'on rendra également obligatoire davantage que le simple bilan social et la séance d'information, puisque l'on rendrait obligatoire aussi un volet d'apprentissage de la langue et un volet d'apprentissage à la citoyenneté,

86:4

In Document: 86 20150506_cric131.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Véronique Salvi

Content:

Je vous entends bien sur le fait qu'il faudra pouvoir évaluer sans tabou. C'est un processus qui existe en Flandre depuis plus de 10 ans et qui est assez nouveau chez nous, mais avec la volonté de pouvoir le renforcer à un moment par l'obligation du français. Tout cela doit pouvoir se faire en pleine concertation de façon sereine avec le tissu associatif, les communes et les différents centres régionaux.

86:5

In Document: 86 20150506_cric131.pdf

Coding: ○ MLG; ● Véronique Salvi

Content:

Mme Salvi (cdH). - Monsieur le Ministre, la presse flamande a fait part, pas plus tard que la semaine passée, de l'intention de la majorité régionale flamande d'étendre l'obligation de suivre un parcours d'intégration avant une installation en Flandre à de nouveaux publics. Petit récapitulatif : pour l'heure, au nord du pays, un parcours d'intégration est imposé aux non-Européens installés en Belgique depuis moins d'un an, mais la majorité en place voudrait dorénavant un délai de minimum cinq ans. Elle vient ainsi de déposer une proposition de décret en ce sens et la ministre flamande de l'Intégration serait favorable à la proposition parlementaire formulée et tableerait même sur l'application de ces nouvelles dispositions dès le 1er janvier 2016.

Le délai d'un an actuel est ainsi jugé trop court pour la majorité du nord du pays. Elle justifie sa position en expliquant que : « Il suffit alors à l'étranger de passer 12 mois en Wallonie ou à Bruxelles avant d'aller en Flandre et ainsi échapper à l'obligation de suivre les cours imposés ». Les auteurs de cette proposition souhaiteraient dès lors faire passer ce délai à cinq ans pour coller ainsi au délai aujourd'hui imposé par le Fédéral aux étrangers qui souhaitent bénéficier d'une naturalisation.

86:6

In Document: 86 20150506_cric131.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot*; ○ MLG

Content:

Quant à l'obligation de l'apprentissage du français, je me suis engagé à mettre en œuvre ce que prévoit la DPR. Le temps venu, en fonction des moyens disponibles, nous pourrions objectiver cette mesure. Dit plus clairement, je suis assez surpris par les propos qui ont été tenus en Flandre. Je pense que c'est ma collègue, Mme Homans, qui a sorti ce lapin d'un chapeau.

87:2

In Document: 87 20150602_cric152(1).pdf

Coding: ● cdH politicization; ○ Europeanization/Policy Learning; ● Maxime Prévot (cdH)*

Content:

Je souhaite préciser que la volonté du Gouvernement de rendre obligatoire l'apprentissage du français est, avant tout, une décision qui vise à améliorer l'autonomie des primo-arrivants. L'objectif n'est pas de me rapprocher à tout prix du modèle flamand, qui présente une vision différente de l'intégration et du vivre ensemble. Les enveloppes respectives sont d'ailleurs totalement différentes. Il s'agit d'activer, en Wallonie, le dispositif le plus efficace possible pour un accueil de qualité. Le calendrier précis pour l'activation de l'obligation de l'apprentissage du français sera lié aux moyens budgétaires disponibles, je ne l'ai jamais caché. Je saisis, en tout cas, à chaque fois que j'en ai la possibilité, toutes les opportunités

87:3

In Document:  87 20150602_cric152(1).pdf

Coding:  Europeanization/Policy Learning;  Jenny Baltus-Möres (MR)

Content:

Je comprends bien que vous dites que l'on n'utilise pas exactement le modèle flamand pour la Région wallonne. C'est pour cela que j'ai dit aussi que l'on doit l'adapter à la réalité wallonne. Cela me semble très clair.

87:5

In Document:  87 20150602_cric152(1).pdf

Coding:  Jenny Baltus-Möres (MR) ;  MLG

Content:

C'est ainsi qu'un groupe de travail réunissant des membres de ces deux entités fédérées se rencontrera dans les prochains mois, en vue d'instaurer ce parcours d'intégration, selon le modèle flamand, en Communauté germanophone, et donc d'harmoniser les procédures.

Fort de cette volonté des deux autres entités fédérées du pays d'adopter le même modèle d'intégration des étrangers, mais aussi du Gouvernement wallon faisant

87:7

In Document:  87 20150602_cric152(1).pdf

Coding:  Maxime Prévot*;  MLG

Content:

Vous me parlez d'un groupe de travail qui vient de se mettre en place, réunissant les membres des entités fédérées, flamande et germanophone, dans le but d'instaurer, en Communauté germanophone, le parcours d'intégration selon le modèle flamand. Aucun contact n'a été pris avec mes services, dans le cadre de ces discussions récentes relatives à ce groupe de travail. Nous allons donc prendre contact nous-mêmes avec nos homologues, pour veiller à ce que les différents parcours soient le plus possible compatibles entre eux. Il ne faudrait pas que ce soit le primo-arrivant qui subisse les incohérences entre les dispositifs. C'est ce que nous avons déjà prévu dans notre parcours d'accueil, qui envisage une dispense pour le primo-arrivant qui avait déjà suivi le module d'accueil en Flandre ou à Bruxelles, et qui disposerait d'une attestation en ce sens. Le processus d'intégration des personnes étrangères est un vaste chantier. Nous y œuvrons pas à pas, afin d'assurer un dispositif efficace pour assurer un accueil de qualité, processus qui, rappelons-le, sera évalué par le comité de coordination en 2016, au regard des expériences vécues durant les deux premières années du décret.

88:1

In Document:  88 20150713_cric180.pdf

Coding:  Europeanization/Policy Learning;  Jean-Luc Crucke (MR)

Content:

L'agence FSE est, quant à elle, autorité déléguée pour la partie francophone, spécifiquement sur le volet « Intégration », cette compétence relevant des régions et communautés.

Le volet « Intégration » francophone bénéficie d'un budget de 12 millions d'euros. Il s'inscrit dans le cadre du parcours d'accueil des primo-arrivants et vise d'une part, à offrir à tous ces primo-arrivants extraeuropéens une formation linguistique, en français bien entendu, à un niveau équivalent au niveau A2 du Cadre européen des langues ; et, d'autre part, à développer et disséminer un module d'initiation à la citoyenneté. Le volet « Intégration » du fonds AMIF est cogéré par la Wallonie, la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Cocof.

89:2

In Document:  89 20150715_cric184.pdf

Coding:  cdH politicization;  Maxime Prévot*

Content:

e n'ai jamais caché ma volonté d'élargir le caractère obligatoire du parcours d'accueil à l'apprentissage du français ou bien de l'allemand, tel que défini dans la Déclaration de politique régionale du Gouvernement. Ainsi que je l'ai exprimé en commission en mars et lors des questions écrites et orales qui m'ont été posées sur le sujet, il me semble pertinent d'avancer simultanément sur la formation à la citoyenneté. Dès lors que la Communauté française a estimé que cela devenait obligatoire pour les jeunes dans le cadre de leur cursus scolaire, il serait quand même paradoxal que l'on n'estime pas obligatoire, quand une personne vient de l'étranger, d'apprendre aussi ces principes de base que l'on enseigne et que l'on inculquerait, à travers le Code de citoyenneté, à nos propres enfants.

89:4

In Document: 89 20150715_cric184.pdf

Coding: ● Maxime Prévot (cdH) *; ○ MLG

Content:

Madame la Députée, la rencontre conjointe du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté germanophone a bien eu lieu le 2 juillet dernier. Un des points à l'ordre du jour de cette séance concernait l'intégration des primo-arrivants en Région wallonne et en Communauté germanophone. Lors de cette séance, les gouvernements ont décidé de renforcer leurs échanges sur cette thématique dans le but d'identifier les synergies à activer pour une meilleure intégration des primo-arrivants au sein de notre société. Il est prévu que des échanges soient formalisés entre les cabinets et l'administration.

91:1

In Document: 91 20150903_Q783.pdf

Coding: ● Maxime Prévot (cdH)* ; ○ MLG

Content:

C'est l'État fédéral qui est compétent pour organiser les différentes étapes de la procédure d'asile qui permet à toute personne qui arrive en Belgique de solliciter la protection des autorités belges. Dès lors que le demandeur d'asile se voit reconnaître la qualité de réfugié, il reçoit un permis de séjour à durée illimitée. C'est à partir de cette reconnaissance que le réfugié qui est sur le territoire wallon devra s'inscrire dans le dispositif d'intégration des personnes étrangères mis en place en Wallonie. Il est donc essentiel que l'État fédéral commence par bien assurer sa responsabilité. J'espère que celui-ci finira par convoquer une réunion de concertation avec les entités fédérées.

91:2

In Document: 91 20150903_Q783.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot*

Content:

Cette dernière année, j'ai plusieurs fois rappelé mon intention d'élargir le caractère obligatoire du parcours d'accueil à l'apprentissage du français et à la formation à la citoyenneté. Mes équipes ont mené les simulations permettant d'évaluer les crédits nécessaires et j'ai sollicité ces crédits : l'honorable membre a pu lire récemment que ce point sera débattu lors du prochain conclave budgétaire.

91:3

In Document: 91 20150903_Q783.pdf

Coding: ● Maxime Prévot (cdH)*; ○ MLG

Content:

Enfin, pour faire face à cet afflux massif, il faudra non seulement renforcer les activités des opérateurs de notre dispositif, mais également coordonner l'ensemble des mesures avec les autres départements concernés (logement, mobilité,...) et les autres entités et en particulier la Fédération Wallonie Bruxelles. C'est dans cet objectif que je souhaite la mise en place d'une task force gouvernementale.

91:4

In Document: 91 20150903_Q783.pdf

Coding: ● Jean-Luc Crucke (MR); ● MR politicization

Content:

Si l'accueil des demandeurs d'asile est une compétence fédérale, l'intégration des réfugiés relève de la compétence régionale. L'afflux exceptionnel et soudain de demandeurs d'asile auquel est confronté le pays permet de penser que les capacités de la politique d'intégration devront incessamment être renforcées.

91:5

In Document: 91 20150903_Q783.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot*

Content:

C'est une évidence : l'augmentation sans cesse croissante des demandeurs d'asile en Belgique impose un renforcement de notre dispositif actuel.

92:2

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Pierre-Yves Jeholet

Content:

Les phénomènes migratoires sont une réalité. La diversité est évidemment porteuse de richesses – je l'avais déjà dit lors de la présentation lors du mois de mars –, mais l'émancipation de tous par le partage d'une langue, d'un socle commun de normes et de valeurs, d'une pleine intégration sociétale et ce dans le respect de l'individualisme de chacun, c'est ce qui motive évidemment la proposition de décret.

92:3

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Pierre-Yves Jeholet

Content:

Je rappelle ce qu'il se passe en Flandre aujourd'hui par rapport au parcours d'intégration et son côté obligatoire. Un parcours qui est évalué avec toute une série d'effets positifs parce que l'évaluation, quand on met en place un dispositif, est aussi importante.

92:4

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Pierre-Yves Jeholet

Content:

On a mesuré les réticences des différents partis politiques et, encore au mois de mars 2014, quelques semaines avant les élections, je ne vais pas relire ce que des parlementaires présents ici ont pu déclarer par rapport à ce côté obligatoire, puisque l'on a voté le dispositif, les quatre volets – l'accueil, l'apprentissage du français, la citoyenneté, l'insertion socioprofessionnelle – et on a eu des débats et nous étions seuls, nous étions isolés comme des pauvres petits malheureux, nous étions les seuls à défendre ce côté obligatoire dans ce parcours d'intégration.

Pas plus tard qu'au mois de mars, j'entendais, avant la crise que nous connaissons aujourd'hui, Ecolo très réticent par rapport au côté obligatoire. Le cdH, peut-être un peu plus hypocrite, a toujours dit que l'on n'avait pas pu convaincre le PS sous la précédente législature, mais qu'il était déjà convaincu, comme nous à l'époque. Les PS, on les entendait peu, on entendait plutôt Mme Tillieux s'opposer au côté obligatoire et, depuis quelques jours, depuis quelques semaines, les voix se font entendre au PS – et c'est pour cela que je citais M. Onkelinx, je citais Cicéron. L'erreur est humaine, comme on dit, on peut se tromper, on peut avoir raison avant les autres.

92:6

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Véronique Salvi

Content:

Monsieur le Ministre, il est vrai que depuis le dépôt de la question, pas mal de choses se sont produites. On l'a appelé, l'été a été marqué évidemment aux frontières de l'Europe par des drames humains qui nous touchent tous. Je pense qu'il est toujours important de rappeler le contexte dans lequel on se situe, à savoir des migrations forcées qui sont avant tout le symptôme d'une immense détresse née de persécutions et de violences vécues aujourd'hui par de nombreuses populations dans le monde. Comme humaniste, comme démocrate, il me semble important de rappeler que l'on a un devoir légal, un devoir moral, de venir au secours de ces femmes et de ces hommes qui décident in fine, tout simplement, de tout quitter dans le seul but avant tout de sauver leur vie et de sauver la vie de leurs familles, de leurs enfants

92:7

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Véronique Salvi

Content:

Le parcours d'accueil, rappelons-le, est incontestablement un outil de nature à favoriser une plus grande compréhension, une plus grande cohésion et donc un plus grand ressenti de ces valeurs qui fondent notre Belgique et plus singulièrement notre Région.

92:15

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Maxime Prévot (cdh)*; ○ MLG

Contenu:

Voilà, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les parlementaires, la réponse que le Gouvernement souhaitait apporter à cette question du parcours d'intégration, qui a eu une tonalité plus aiguë à la lumière du drame vécu en matière de demande d'asile. Ne confondons pas ce qu'est la responsabilité de chacun, y compris de chacun des niveaux de pouvoir, entre la gestion des demandeurs d'asile et la gestion des droits et obligations qui découlent de l'obtention d'un statut de réfugié. Ne perdons pas de vue que le premier objectif poursuivi par ce futur parcours d'intégration, qui remplacera le parcours d'accueil, c'est, d'abord et avant tout, la bonne intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, qu'elles aient été récemment demandeuses d'asile ou non, sur notre territoire.

92:17

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Pierre-Yves Jeholet (MR)

Contenu:

M. Jeholet (MR). - L'actualité, le flux migratoire, on le connaît depuis le mois d'août. À un moment donné, on aurait pu discuter. On aurait pu aussi, à un moment donné, par rapport une proposition qui existe et est associée aussi au Parlement, j'entends le grand discours de M. Magnette « C'est une problématique. Nous devons la traiter. Nous devons travailler au-delà des clivages politiques », et cetera. Vous étiez là mercredi quand il a pris la parole.

92:24

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Pierre-Yves Jeholet

Contenu:

Monsieur le Ministre, au mois de mars, nous avons déjà abordé cette problématique du parcours d'intégration et ses différents volets et son côté obligatoire. L'actualité n'était pas encore ce qu'elle est aujourd'hui. Je l'avais dit d'emblée au mois de mars, les chiffres de l'immigration n'ont jamais cessé d'augmenter en Belgique depuis 1974, mais la crise de l'accueil, le flux migratoire que nous connaissons aujourd'hui est de loin le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale. La proposition de décret que nous avons déposée au mois de janvier 2015 est d'autant plus d'actualité aujourd'hui.

92:25

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ○ MLG; ● Pierre-Yves Jeholet (MR)

Contenu:

Aujourd'hui, face à la crise que nous connaissons – et j'entends par ailleurs que le Fédéral doit prendre ses responsabilités par rapport à l'accueil – le cdH a déposé hier une proposition de résolution. Il a eu l'honnêteté de la retirer parce que toute une série de mesures ont été prises concrètement par le Fédéral et que ce débat mérite mieux qu'une opposition stérile, que l'on s'étripe aujourd'hui sur un débat aussi important.

92:26

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Véronique Salvi (cdH)

Contenu:

cette volonté de rendre l'apprentissage de la langue obligatoire, comme c'est déjà le cas en Flandre – nous avons déjà eu l'occasion d'en parler à plusieurs reprises dans cette commission.

92:27

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ○ MLG; ● Véronique Salvi

Contenu:

Ce qui m'intéresse, c'est que le Gouvernement wallon, aujourd'hui, montre l'exemple là où le Gouvernement fédéral, à un moment, a pataugé pendant des semaines dans un dossier extrêmement délicat et sensible, avec des ouvertures de places tardives, avec plus d'un mois pour installer quelques sanitaires, avec un manque de coordination et d'informations aujourd'hui au niveau de nos pouvoirs locaux et des bourgmestres qui continuent à se poser des questions sur la manière dont les choses vont se mettre en place demain. Je pense qu'aujourd'hui la Wallonie doit montrer l'exemple. Elle se doit d'apporter des solutions

humaines responsables et citoyennes dans le respect de ces personnes qui sont arrivées sur notre territoire. Sans doute que cet apprentissage du français obligatoire est un des premiers éléments pour aller dans la bonne direction.

92:28

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Benoît Drèze (cdH) ; ○ Europeanization/Policy Learning

Content:

Et aussi demander au ministre ce qu'il pense du système flamand, qui est en place depuis fort longtemps, l'inburgering, qui peut, en terme d'évaluation, montrer sans doute un certain nombre de résultats qui pourraient, pour une part, inspirer ce qui peut être fait en Région wallonne.

92:29

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

En ce qui concerne la question de l'obligation, je n'ai pas de tabou par rapport à cela, mais comme le disent les acteurs de terrain, c'est prendre la question par le mauvais bout. C'est une question de symbole et non une question de réalité

92:30

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Il n'y pas que la question de l'apprentissage de la langue. Une chose que je reconnais dans la proposition du MR, c'est de prendre le parcours dans sa globalité, ce qui n'était pas le cas de la proposition de résolution qui a été déposée et retirée par le cdH qui se limitait au cours de français.

92:31

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding:

● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Se contenter d'ajouter « obligatoire », c'est se contenter d'un symbole. Or, ce que je veux changer, c'est la réalité et pas uniquement les symboles. C'est d'ailleurs ce que nous disent tous les acteurs de terrain dans les centres régionaux d'intégration.

S'il faut un signal fort, il faut envoyer un signal fort de moyens, de pouvoir offrir un parcours qui soit de qualité, qui soit complet, qui soit pour tous, pour répondre à la demande et sans quoi écrire « obligation » dans un décret aurait un effet zéro. Je ne veux pas de slogan tape-à-l'œil, je veux arriver à un parcours d'une réelle efficacité sur l'intégration de toutes les personnes étrangères. C'est mon objectif.

92:32

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Nicolas Martin; ● PS politicization

Content:

Je voudrais dire, au nom de mon groupe, que je n'aime pas beaucoup la manière avec laquelle le sujet est amené par M. Jeholet et par le MR. Je trouve que c'est une manière réductrice d'aborder les choses et éloignée de la réalité de terrain, comme M. Daele vient de le rappeler à l'instant. La réalité, quelle est-elle ? Nous sommes face, nous le constatons chaque jour, à un flux sans précédent de réfugiés qui rejoignent l'Europe et en particulier, notre pays et notre Région. La réalité est que les acteurs sont aujourd'hui débordés sur le terrain par rapport à ce flux de réfugiés,

92:31

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding:

● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Se contenter d'ajouter « obligatoire », c'est se contenter d'un symbole. Or, ce que je veux changer, c'est la réalité et pas uniquement les symboles. C'est d'ailleurs ce que nous disent tous les acteurs de terrain dans les centres régionaux d'intégration.

S'il faut un signal fort, il faut envoyer un signal fort de moyens, de pouvoir offrir un parcours qui soit de qualité, qui soit complet, qui soit pour tous, pour répondre à la demande et sans quoi écrire « obligation » dans un décret aurait un effet zéro. Je ne veux pas de slogan tape-à-l'œil, je veux arriver à un parcours d'une réelle efficacité sur l'intégration de toutes les personnes étrangères. C'est mon objectif.

92:32

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Nicolas Martin; ● PS politicization

Content:

Je voudrais dire, au nom de mon groupe, que je n'aime pas beaucoup la manière avec laquelle le sujet est amené par M. Jeholet et par le MR. Je trouve que c'est une manière réductrice d'aborder les choses et éloignée de la réalité de terrain, comme M. Daele vient de le rappeler à l'instant. La réalité, quelle est-elle ? Nous sommes face, nous le constatons chaque jour, à un flux sans précédent de réfugiés qui rejoignent l'Europe et en particulier, notre pays et notre Région. La réalité est que les acteurs sont aujourd'hui débordés sur le terrain par rapport à ce flux de réfugiés,

92:33

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Nicolas Martin; ● PS politicization

Content:

Face à cela, que constate-t-on aujourd'hui ? On voit que le MR prend le problème par le petit bout de la lorgnette avec une approche extrêmement réductrice. Il s'en tient à des slogans, à des effets de manche et réduit finalement la question à une question d'obligation qu'ils souhaitent inscrire dans un décret alors que la réalité de terrain aujourd'hui est que celles et ceux qui veulent s'engager dans ce processus n'ont même pas la possibilité de disposer de ces cours de français et des

92:34

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Nicolas Martin; ● PS politicization

Content:

Parler d'obligation à ce stade, même si l'on n'a pas de problème sur le principe, c'est mettre la charrue avant les bœufs et cela ne nous semble pas être la manière la plus appropriée d'aborder ce débat, même si cela peut flatter une tranche importante de l'électorat.

92:35

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Maxime Prévot (cdH)* ; ○ MLG

Content:

Je voudrais rappeler aussi, notamment à nos amis du MR, qu'il n'y a pas de sursaut tardif ou d'éveil circonstanciel du Gouvernement wallon sur la question des réfugiés puisque toutes celles et tous ceux qui sont actuellement arrivés sur notre sol – avec une importance significative ces dernières semaines – ce ne sont pas pour l'essentiel encore des réfugiés, mais des demandeurs d'asile. Or, les demandeurs d'asile, c'est de gestion exclusivement fédérale

92:36

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Maxime Prévot (cdH)* ; ○ MLG

Content:

La Wallonie n'a jamais caché sa disponibilité à assumer ses responsabilités le moment venu. Le moment venu, c'est notamment lorsque le demandeur d'asile passera au statut de réfugié, car c'est seulement à ce moment-là qu'il en découle une série de droits et de devoirs spécifiques. D'ici là, c'est au Fédéral à gérer la question, mais la Région wallonne a fait savoir qu'elle était disponible à pouvoir participer à une concertation. Cela a été rappelé au comité et au Premier ministre il y a deux semaines, en disant que nous étions disposés à anticiper cela en nous mettant autour d'une table. À ce jour, je n'ai pas encore reçu la moindre invitation.

92:37

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot

Content:

Cela a probablement – nécessité faisant parfois loi – permis de faire sauter l'un des derniers verrous à cet apprentissage obligatoire du français, à savoir la contrainte budgétaire, mais le Gouvernement, très clairement, dès l'entame de ce mandat, avait été explicite sur sa volonté d'un apprentissage obligatoire du français, puisque cela figure en toutes lettres dans la DPR. Le seul élément de tempérance étant sous la réserve des disponibilités budgétaires. D'abord, car on savait que l'on allait affronter une législature qui ne serait pas aisée sur le plan budgétaire, à la lumière des contraintes nouvelles imposées notamment par l'Europe, mais aussi, car on savait qu'il y avait une demande importante à devoir rencontrer sur le terrain, que l'on n'était pas nécessairement certains de pouvoir satisfaire dès l'entame du mandat.

92:38

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Maxime Prévot (cdH)*

Content:

Ne confondons pas non plus parcours d'accueil et parcours d'intégration. La Flandre dispose d'un parcours d'intégration. La Wallonie, en fin de précédente législature, a fait adopter un parcours d'accueil.

92:39

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot (cdH)*

Content:

Il est question non seulement de la dimension d'apprentissage du français ou de l'allemand pour les Cantons de l'Est, mais aussi de cours de citoyenneté. Je n'ai jamais caché, dans cette enceinte, qu'il n'y avait pas de sens à avoir une convergence de l'ensemble des formations politiques au sein du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles quant à l'inclusion dans les cycles scolaires de cours de citoyenneté. Tout le monde converge en disant que cela fait sens pour nos jeunes étudiants. Ce serait incohérent de ne pas considérer, dès lors, que cela doit aussi faire sens et être obligatoire pour les personnes étrangères ou d'origine étrangère

92:40

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● MR politicization; ● Pierre-Yves Jeholet (MR)

Content:

M.Jeholet (MR). - La conclusion du ministre traduit quand même un certain malaise, quand il conclut en disant qu'il se réjouit que la volonté du Gouvernement soit partagée par l'opposition. Je pense que l'on n'a pas tout compris. Je me réjouis que la volonté de l'opposition, depuis des années, soit enfin partagée par le Gouvernement. C'est une chose importante.

92:41

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Véronique Salvi

Content:

J'entends, par ailleurs, également que, au niveau du Gouvernement, est de prendre ses responsabilités, d'anticiper non seulement sur l'évolution du parcours d'accueil vers un parcours d'intégration, mais également sur des moyens affectés extrêmement importants, dans un contexte budgétaire difficile

92:42

In Document: 92 20150929_cric5.pdf

Coding: ● Nicolas Martin; ● PS politicization

Content:

En fait, c'est vous qui êtes bien embêté que le Gouvernement prenne cette position-là aujourd'hui, parce que, s'il y a bien un argument électoraliste, c'est bien celui qui est dans votre chef, Monsieur Jeholet, parce que tenir cette position-là sonne bien à l'oreille d'une majorité de nos concitoyens. Seulement, le problème, c'est qu'elle est éloignée de la réalité de terrain. La réalité de terrain, c'est celle que l'on a décrite dans cette

commission tout au long de nos débats, avec des acteurs de terrain qui ne sont pas en mesure de répondre aujourd'hui à la demande.

92:43

In Document:  92 20150929_cric5.pdf

Coding: • MR politicization; • Pierre-Yves Jeholet

Content:

M. Jeholet (MR). - Vous n'avez pas voté ce décret en 2016. Vous avez été contre. Idéologiquement. J'entends le cdH qui n'a pas pu vous convaincre à l'époque. J'entends l'argument de Mme Salvi qui dit que le rapport de force était ce qu'il était. On n'a pas pu convaincre le partenaire de la majorité, le Parti socialiste en l'occurrence, qui y était viscéralement opposé. Vous avez changé d'avis aujourd'hui : je m'en réjouis. Mais on ne serait pas dans la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui si l'on avait suivi le MR depuis bien longtemps et depuis notamment mars 2014, parce que l'on aurait pu voter des budgets, en 2015, pour rendre ce parcours d'intégration plus performant par rapport à une série de personnes qui arrivent aujourd'hui en Belgique ou qui sont sur notre territoire depuis un certain temps.

96:1

In Document:  96 20151103_Q163.pdf

Coding: • cdH politicization; • Maxime Prévot*

Content:

En synthèse, le Gouvernement envisage d'étendre le caractère obligatoire aux quatre volets qui sont aujourd'hui repris dans le décret au titre de parcours d'accueil : le bilan d'accueil, l'apprentissage du français, la citoyenneté et l'insertion socioprofessionnelle. Les moyens complémentaires nécessaires à la mise en œuvre de ces activités ont été dégagés et j'ai annoncé une enveloppe de 10 millions supplémentaires pour 2016.

97:1

In Document:  97 20151124_Q240.pdf

Coding: • cdH politicization ; • Maxime Prévot*

Content:

En synthèse, le Gouvernement envisage d'étendre le caractère obligatoire aux quatre volets qui sont aujourd'hui repris dans le décret au titre de parcours d'accueil : le bilan d'accueil, l'apprentissage du français, la citoyenneté et l'insertion socioprofessionnelle. Les moyens complémentaires nécessaires à la mise en œuvre de ces activités ont été dégagés et j'ai annoncé une enveloppe de 10 millions pour 2016. J'ai également précisé les différents éléments et variables sur lesquels s'appuyait l'estimation du budget nécessaire

100:1

In Document:  100 20160112_cric76.pdf

Coding: • cdH politicization; • Maxime Prévot*

Content:

Le premier débat sur lequel nous nous sommes mobilisés et sur lequel, vous parlementaires, allez vous mobiliser de cette thématique dans les semaines qui viennent c'est la question du parcours d'insertion, le parcours d'intégration obligatoire pour lesquelles le texte arrivera dans les semaines qui viennent sur les tables du parlement.

102:1

In Document:  102 20160122_Q465.pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; • Valérie De Bue (MR)

Content:

En Norvège, un cours sur les normes sexuelles européennes et les codes sociaux est donné à tous les arrivants. Dans ce pays, les cours se suivent de manière volontaire et sont organisés chaque semaine. Les groupes y discutent de la violence faite aux femmes telle que le viol. Faut-il s'attendre à des cours dans le parcours d'intégration obligatoire wallon ? Une formation à la citoyenneté sera belle et bien organisée. La compréhension des codes sociaux et culturels, la connaissance des institutions du pays d'accueil, tout cela y sera abordé...

102:2

In Document:  102 20160122_Q465.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot*

Content:

Actuellement, seul le module d'accueil personnalisé est obligatoire pour les primo-arrivants, mais l'avant-projet de décret modifiant le Livre II du CWASS relatif à l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère va rendre l'ensemble du dispositif obligatoire. Le renforcement du caractère obligatoire permettra au primo-arrivant d'augmenter ses chances de participer au fonctionnement de notre société, de trouver un emploi et de mieux vivre ensemble. Les personnes étrangères non primo-arrivantes peuvent également suivre ce parcours sur base volontaire.

103:1

In Document:  103 20160126_cric89.pdf

Coding: ● Jean-Luc Crucke (MR); ● MR politicization

Content:

c'est un flot continu. Regardez ce qui s'est encore passé hier au niveau du Conseil européen, plutôt de la Commission européenne, avec des débats sur la manière d'accueillir et de prendre ses responsabilités. On a donc du mal à croire que, dès demain, le flot se tarira, quoi que l'on en pense. On a donc cette obligation de jouer à fond cette carte d'intégration si l'on veut éviter ce que je sens poindre de plus en plus, nonobstant des discours que j'estime responsables des uns et des autres, c'est-à-dire des propos nettement plus poujadistes dans lesquels l'assimilation dans le discours devient une sorte d'unanimité qui, intellectuellement, est extrêmement pauvre, mais qui, sociologiquement, est inacceptable quand on connaît la manière dont l'Europe s'est constituée, mais c'est ainsi.

103:2

In Document:  103 20160126_cric89.pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

L'intégration est un élément essentiel, de plus en plus, actuellement, de par l'ambiance générale au sein de notre société et par l'arrivée de nombreux migrants qui – si en ayant le statut de demandeur d'asile, ne rentrent pas encore dans le cadre précisément de cet accueil, étant donné qu'il est réservé aux personnes régularisées – seront nombreux demain. L'importance de l'accueil qu'on leur réserve fait l'ambiance de notre société de demain. Un accueil et l'apprentissage de la langue sont essentiels, ainsi que l'intégration sociale et professionnelle.

103:3

In Document:  103 20160126_cric89.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot

Content:

Vous le mentionnez tous deux, le projet de décret qui a été adopté par le Gouvernement, et qui vise à modifier le Livre II du CWASS, prévoit que le parcours d'accueil ne comporte plus un, mais trois à quatre axes obligatoires, selon qu'ils soient évalués nécessaires ou pas, lors du bilan d'accueil, de faire un programme d'insertion socioprofessionnelle. C'est cette approche qui transforme le parcours d'accueil désormais en parcours d'intégration.

103:4

In Document:  103 20160126_cric89.pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot

Content:

'ajoute que s'agissant des questions de sanction le Gouvernement prévoit que, au-delà du régime de l'amende financière – l'amende qui avait été prévue antérieurement dans le parcours d'accueil – il est également prévu de dédoubler le défaut de suivi de l'obligation d'un signalement auprès des institutions publiques, singulièrement les CPAS auprès desquels les personnes émergent.

103:5

In Document:  103 20160126_cric89.pdf

Coding: ● Jean-Luc Crucke (MR); ● MR politicization

Content:

Le premier volet est celui du timing. On n'est pas à l'heure, juste un peu après l'heure. Le texte est à la fois important et va devoir nous donner une ligne de conduite que j'espère la plus consensuelle, mais aussi la plus précise possible. Ce n'est pas la première phase migratoire que connaît notre pays, ni la Wallonie. On en a eu d'autres. Mais on sait bien qu'aujourd'hui l'acceptation de la phase migratoire est différente que ce que l'on a connu dans les années précédentes parce que l'on est face à une population relativement jeune et méconnue de notre population. Il y a donc ce travail de volontarisme qui doit vraiment exister. On doit pouvoir percevoir cette volonté par l'intégration.

104:1

In Document: [104 20160127_cri10.pdf](#)

Coding: • MR politicization; • Pierre-Yves Jeholet (MR)

Content:

On sait combien le parcours d'intégration a fait l'objet de débats, ici, dans ce Parlement, avec une volonté depuis plus de 10 ans du Mouvement réformateur, de rendre ce parcours d'intégration obligatoire et notamment l'apprentissage du français pour les personnes venant de l'étranger. C'est un minimum pour pouvoir s'intégrer dans notre Région. Nous avons eu un débat et nous avons constaté avec bonheur que les autres partis nous rejoignaient sur ce point.

106:1

In Document: [106 20160216_Q557.pdf](#)

Coding: • cdH politicization; • Maxime Prévot*

Content:

Il est néanmoins inapproprié d'affirmer que rien n'est encore mis en place sur le terrain étant donné que l'application du dispositif n'est pas subordonnée à l'adoption définitive de ce projet. En effet, le parcours d'accueil des primo-arrivants a été mis en place par un décret entré en vigueur en avril 2014, et bien que n'étant pas encore totalement obligatoire, il est opérationnel depuis lors et de nombreuses personnes peuvent en bénéficier.

143:1

In Document: [143 20160427 cri16\(1\).pdf](#)

Coding: • MR politicization; • Pierre-Yves Jeholet

Content:

Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, nous voterons favorablement ce texte et ce projet puisque voilà plusieurs années, plus de dix ans que nous nous battons pour le caractère obligatoire de ce parcours d'intégration au sein de ce Parlement. Je terminerai mon intervention par quelques réserves et quelques questions que j'avais déjà abordées en commission. Beaucoup de temps perdu puisque, aujourd'hui, c'est aux Régions à gérer les flux migratoires que nous connaissons notamment depuis le mois d'août dernier, mais le problème se posait déjà évidemment auparavant par rapport à des personnes venant de l'étranger et le fait d'avoir notamment l'apprentissage du français qui n'était pas obligatoire – j'y reviendrai.

143:2

In Document: [143 20160427 cri16\(1\).pdf](#)

Coding:

◦ Europeanization/Policy Learning; • MR politicization; • Pierre-Yves Jeholet

Content:

Je ne vais pas refaire de relevé depuis 10 ans, 12 ans même, depuis 2012, mais en février 2012, en commission, pour Ecolo, nous arrivions trop tard. Trop tard et le Gouvernement allait travailler dessus. Pour le PS, elle arrivait à un mauvais moment. Et Dieu sait combien Mme Tillieux, à l'époque en charge du dossier, était opposée au parcours d'intégration obligatoire. Je ne vais pas rappeler tout ce qu'elle a pu dire et en commission et en séance plénière. Et pour le cdH, la proposition arrivait trop tôt. Parce qu'il fallait aller voir dans d'autres pays comment cela se passait, il ne fallait pas uniquement regarder au nord du pays, tout ce que l'on fait là-bas est tellement mal fait, et donc cela arrivait trop tôt.

143:3

In Document: [143 20160427 cri16\(1\).pdf](#)

Coding: • MR politicization; • Pierre-Yves Jeholet

Content:

Alors, comprenez combien le MR aujourd'hui, est heureux que les différents partis nous aient enfin rejoints sur le côté obligatoire de ce parcours parce que – et on l'a dit en commission – ces 30 dernières années, c'est clair que les chiffres de l'immigration n'ont jamais cessé d'augmenter dans notre pays alors que l'on sait depuis 1974 que l'État belge a pourtant cessé de soutenir la venue de main-d'œuvre étrangère. Mais ceci étant, maintenant, outre le vote de ce décret aujourd'hui et la mise en œuvre sur le terrain de ce parcours obligatoire, je pense qu'il y a les grands enjeux qui se posent aujourd'hui pour la Région wallonne et on le sait, il y a évidemment la véritable politique d'accueil que la Région wallonne va mettre en place pour accueillir les migrants puisqu'il faut mettre, évidemment, un dispositif en place.

143:4

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: • MR politicization; • Pierre-Yves Jeholet

Content:

Trois devoirs. Pourquoi le MR a-t-il toujours plaidé pour ce parcours ? Parce qu'il nous semble évidemment déterminant, comme je l'ai dit, que l'on puisse apprendre une langue si l'on souhaite véritablement s'intégrer ; l'émancipation individuelle passe aussi par cet apprentissage de la langue, cela me semble important. Aussi parce que rendre ce parcours obligatoire permet à chacune et à chacun de s'émanciper à travers une autonomie que ces personnes peuvent acquérir et qui permet de se prendre en charge, de prendre en charge sa famille, l'éducation, la scolarité des enfants, mais aussi s'intégrer tout simplement à la société. Cela permet aussi de comprendre – ce n'est pas banal – des contrats quels qu'ils soient, des contrats d'assurance, de bail ou que sais-je. Je pense aussi que l'on peut ainsi mieux défendre leurs droits lorsqu'ils sont violés. C'est tout simplement participer à la vie qui nous entoure dans sa rue, son quartier, son village, sa ville, son école. C'est indispensable, à nos yeux et cela l'est depuis toujours. Le côté obligatoire était toujours très clair aussi par rapport aux quatre volets.

143:5

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding:

• Christiane Vienne (PS) ; • PS politicization

Content:

Monsieur le Ministre, historiquement et traditionnellement, la Wallonie a toujours été une terre qui s'est enrichie, qui s'est formée, avec les populations qui s'y sont installées, qui sont venues la rejoindre depuis les temps immémoriaux. D'une certaine manière, on peut dire que c'est dans l'ADN de la Wallonie d'être accueillante,

143:6

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding:

• Christiane Vienne (PS); • PS politicization

Content:

Lors de la législature précédente, la ministre Tillieux a jeté les bases d'une politique émancipatrice en faveur des primo-arrivants en Wallonie. Aujourd'hui, le texte que nous propose le ministre est le fruit d'une longue réflexion. Cela signifie qu'elle a évolué et que la nature de l'accueil a évolué avec – je n'ai pas besoin de vous en faire le rappel – les causes profondes de l'arrivée des primo-arrivants, issus une population qui fuit la guerre et la violence sur son territoire. Il est donc important que, quelle que soit l'origine du primo-arrivant, il puisse s'intégrer, trouver sa place dans notre société et apprendre à parler notre langue.

143:7

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: • Christiane Vienne (PS); • PS politicization

Content:

Comme l'a fait précédemment la Commission wallonne de l'intégration, nous insistons sur le fait que l'intégration des personnes d'origine étrangère ne s'arrête pas avec un parcours d'intégration. Même si ce parcours d'intégration est totalement pertinent, s'il amène des effets extrêmement bénéfiques, il n'y a qu'une frange de la population d'origine étrangère qui est concernée. Étant donné le climat dans lequel nous vivons, l'actualité, les événements tragiques qui ont frappé notre pays le mois dernier, il nous apparaît nécessaire de tout mettre en œuvre afin que la multiculturalité qui fait la force de notre Région ne soit pas mise à mal dans les prochaines années. C'est la raison pour laquelle nous encourageons le Gouvernement à

poursuivre et renforcer, avec les différents niveaux de pouvoir, les actions de prévention et de lutte contre tous les préjugés et toutes les discriminations, dont sont encore, trop souvent, victimes les personnes d'origine étrangère.

143:8

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

M. Daele (Ecolo). - Les étrangers doivent s'intégrer. C'est un slogan que l'on entend depuis des années, tant en Belgique que dans le reste de l'Europe. Au-delà de l'incantation et de la responsabilité des pouvoirs publics, se pose la question qui est cruciale et centrale, celle du comment et des moyens. Nous voulons, chez Ecolo, en Wallonie, un véritable parcours d'accueil pour tous ceux qui en ont besoin : les primo-arrivants, les réfugiés ayant obtenu des papiers, ou même les personnes arrivées depuis plus longtemps en Belgique, mais n'ayant pas encore trouvé une place réelle dans la société, faute, par exemple, de parler français.

Accueillir et accompagner ces personnes est une nécessité. Les investissements que l'on fait, à ce jour, dans ce domaine permettent de construire notre société de demain. Notre soutien à la mise en œuvre de cette politique est inconditionnel, tout comme doit être inconditionnel le droit, pour chaque personne étrangère, d'accéder à un tel dispositif.

143:9

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

J'ai toujours dit que je n'avais pas de tabous par rapport à l'obligation, mais aujourd'hui, on assiste à une surenchère de slogans qui ne tiennent pas compte de la réalité, parce que, pendant que l'on joue à crier « obligation » de plus en plus fort,

143:10

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: ● Ecolo Politicization; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

Dans ce contexte, le parcours annoncé comme d'intégration, si l'on est dans la première hypothèse, risque d'être un parcours d'exclusion puisque ce parcours ne pourra accueillir qu'un public cible, prioritaire restreint et qui exclut les autres.

143:11

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: ○ Europeanization/Policy Learning; ● Matthieu Daele (Ecolo)

Content:

C'est celle de ne pas cibler les moyens sur le public obligatoire et donc on rend l'obligation qui sera soumise au vote, fictive et inopérante. L'obligation votée aujourd'hui sera donc demain, sur le terrain, tant que les moyens nécessaires ne seront pas donnés, cette obligation sera en fait inexistante. En Flandre, le système appelé inburgering est ouvert à tous ceux qui le désirent. Je l'ai dit, près de 50 % du public qui fréquente ce parcours n'est en fait pas soumis à l'obligation et vient sur base volontaire.

143:12

In Document: 143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Véronique Salvi

Content:

Avec le vote de ce projet de décret, je pense que l'on peut dire que l'on franchit une étape supplémentaire, et pas n'importe quelle étape. En effet, Monsieur le Ministre, vous n'avez pas pris ce dossier à la légère et nous avons pu en parler de nombreuses heures dans notre commission. Vous n'avez jamais caché, du reste, y compris sous la précédente législature – et je ne l'ai pas entendu dans la bouche de M. Jeholet – lorsque vous étiez député, votre volonté de rendre obligatoire l'apprentissage de la langue dans notre Région. Cette nuance est importante. Rendre obligatoire pour le plaisir de rendre obligatoire, je ne partage pas cette vision des choses qui était la vôtre à l'époque. À mon sens, la dimension obligatoire, il est important de

l'inscrire dans une démarche, de l'accompagner de moyens et d'accompagner également les personnes pour lesquelles cette obligation était importante.

☰ 143:13

In Document:  143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: ● cdH politicization; ○ MLG; ● Véronique Salvi

Content:

D'autres avant moi l'ont soulevé, l'Union européenne et la Belgique doivent, à l'heure actuelle, faire face à un flux migratoire sans précédent. Face à ce contexte d'urgence sociale, il nous paraît important de souligner que notre action politique doit être conduite avec responsabilité et raison, au même titre qu'avec dignité et humanité.

Les autres niveaux de pouvoir ont également une responsabilité, que ce soit le niveau fédéral ou les autorités locales. Il est important de souligner que notre niveau régional a un défi, à plus long terme, qui nous attend : celui de pouvoir offrir un parcours d'intégration digne de ce nom à chacune des personnes concernées. Notre politique wallonne d'accueil doit veiller à ce que les nouveaux venus se familiarisent, le plus vite possible, avec notre société pour qu'ils puissent y avancer de façon autonome et responsable.

☰ 143:14

In Document:  143 20160427 cri16(1).pdf

Coding: ● cdH politicization; ● Maxime Prévot*

Content:

Quant à l'apprentissage du français, contrairement à des débats que nous avons pu nourrir dans cette enceinte, il y a quelques années – je l'ai dit et je le redis – contraindre un primo-arrivant à apprendre le français, ce n'est pas une punition, ce n'est pas une sanction, c'est, au contraire, lui donner plus de chances, demain, de pouvoir accompagner le parcours scolaire de ses enfants, de pouvoir mieux leur donner des conseils lorsqu'ils font leurs devoirs, de pouvoir s'intégrer dans son quartier, avec ses voisins, d'avoir plus de chances de décrocher un emploi, plutôt que d'être tributaire des allocations sociales. C'est donc rendre service, et non pas stigmatiser. Il faut, à mon avis, que l'on assume aussi cette posture et ne pas y voir tous les maux.